

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 23 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°109 ■

ENERGIES RENOUVELABLES

L'expertise danoise sollicitée par Sonelgaz

Pour la mise en train du projet de 2000 MGW d'énergie renouvelable, l'Algérie accentue ses efforts. Dans ce cadre, l'expérience danoise est sollicitée.

Le PDG du groupe Sonelgaz, et l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz ont convenu d'organiser des rencontres périodiques et des ateliers de travail avec des experts danois sur les énergies renouvelables pour un échange d'expériences, a indiqué, ce jeudi, un communiqué du groupe.

P 3



Mise en oeuvre du plan ferroviaire national
CITAL appelée à jouer un rôle important

P3

Groupe ASMIDAL
Un outil efficace pour la promotion de l'agriculture en Algérie

P4

CNUCED
Huit pays africains sont surendettés et 13 autres présentent un risque élevé

P 16

TÉLÉPHONIE MOBILE
Mobilis détient 43,04% du parc global

P 3

Gaspillage alimentaire durant Ramadhan

Près de 6,5 tonnes de pain collectées !

Le volume de déchets ménagers levés au niveau d'Alger "a reculé de près de 11 % durant les premiers 25 jours du Ramadhan et les quantités de pain collectées ont baissé de 48 %" par rapport à la même période de l'année passée.

P2

Assemblées annuelles de la BAD en mai prochain en Egypte

Les financements privés de l'économie verte à l'ordre du jour

Malgré sa faible contribution au réchauffement de la planète, l'Afrique continue à souffrir de manière disproportionnée des catastrophes naturelles liées au climat et le continent risque de perdre entre 2% et 12% de son PIB à l'horizon 2100, selon les différents scénarios de réchauffement climatique, contre moins de 1% pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni, ou entre 1% et 5% pour la Chine.

P 5

Développement de l'agriculture biologique en Algérie

Les atouts et difficultés

Dans ce contexte mondial favorable au déploiement de l'agriculture biologique comme alternative à l'agriculture conventionnelle et face à une demande croissante et à une offre diversifiée, se pose la question de la place de l'agriculture biologique algérienne dans ce processus.

P 4

SONATRACH

Opération de sélection des candidats à des postes d'emploi à Illizi

Le groupe Sonatrach a annoncé une opération de sélection des candidats à des postes d'emploi à Illizi, en collaboration avec l'Agence de l'emploi de la wilaya, et ce dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recrutement de l'exercice 2023, a indiqué jeudi un communiqué de la compagnie pétrolière.

Cette opération vise "à répondre aux besoins en matière d'emploi de la compagnie pétrolière au niveau de ses installations de production dans la région, qui comptent 199 postes vacants", ajoute le communiqué.

L'opération de sélection et de classement est prévue au Centre de formation professionnelle d'In Amenas, du 27 avril au 1er mai 2023, précise le communiqué. "Sonatrach réaffirme son engagement à garantir le principe de transparence dans les opérations de recrutement et œuvre à assurer l'égalité des chances dans tous les concours d'emploi qu'elle organise pour attirer des compétences qualifiées", souligne la même source.

SANTÉ

616 milliards de DA de budget consacré en 2023

Les dépenses de santé sont en hausse. Le budget consacré à la santé était de 410 milliards de DA en 2021. Il a atteint en 2023 les 616 milliards de DA. « L'Etat a toujours garanti les meilleurs soins à nos concitoyens, mais c'est l'application des politiques de santé sur le terrain qui pose problème en fonction des aléas », constate, ce matin, le Dr Mohamed Bekkat Berkani, Président de l'Ordre national des médecins.

Malgré d'importants moyens consacrés à la santé, « les algériens restent peu satisfaits des prestations » relève, ce jeudi, le spécialiste, qui intervenait dans l'émission l'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Nationale. Le professionnel de santé recommande d'améliorer les standards.

Selon lui, « le secteur public doit rester prédominant et reprendre sa place de référence ». De son côté, le secteur privé doit venir en appoint : « il faut créer une complémentarité entre le secteur public et le secteur privé », insiste le Président de l'Ordre national des médecins. Il recommande que l'Etat soutienne les deux segments. « Le secteur privé doit être renforcé et l'Etat doit l'aider ».

Le spécialiste insiste également sur la nécessité d'investir dans la prévention pour améliorer l'efficacité du système de santé et l'adapter à la réalité du terrain.

GASPILLAGE ALIMENTAIRE DURANT RAMADHAN

Près de 6,5 tonnes de pain collectées !

Le volume de déchets ménagers levés au niveau d'Alger "a reculé de près de 11 % durant les premiers 25 jours du Ramadhan et les quantités de pain collectées ont baissé de 48 %" par rapport à la même période de l'année passée.

Par Slimane T

Le responsable du département de la communication et du développement de l'établissement NETCOM, Nassima Yakoubi a indiqué dans une déclaration à l'APS que «ses services ont procédé au niveau des 26 communes relevant du territoire de compétence, à l'enlèvement de 23.918 tonnes de déchets contre 27.003 tonnes de déchets l'année dernière». Concernant le pain, l'aliment le plus gaspillé, «près de 6.5 tonnes ont été collectées, contre 12.5 tonnes l'année dernière, soit une baisse de 48%».

Mme Yaakoubi a souligné, à ce propos, que «le gaspillage du pain a amené les services de son entreprise à réserver des camions spécialement pour le ramassage des quantités de pain jetées», appelant les citoyens à une consommation rationnelle de tous les aliments".

La responsable a expliqué le recul du taux d'ordures par «les opérations de sensibilisation menées par l'entreprise ainsi que les différents acteurs sur le terrain, auprès des écoles et des ménages et dans les places publiques pour sensibiliser le citoyen sur les effets du gaspillage sur l'environnement et la santé».

L'établissement de nettoyage de la wilaya d'Alger (NETCOM) a mobilisé 4200 agents et 370 camions pour assurer 350 patrouilles durant les deux jours de l'Aïd afin de maintenir les lieux publics propres et permettre aux familles de se déplacer en toute commodité pour rendre visite aux proches.

Elle a précisé dans une déclaration à l'APS que ses services ont intensifié les activités de nettoyage durant les deux jours de l'Aïd El Fitr au niveau des lieux publics, de lieux de promenade et de loisirs où il y a une forte affluence des visiteurs notamment aux Sablettes, au jardin d'El Hama et au parc de Ben Aknoun, en sus des lieux de rassemblement à l'instar de la Place des martyrs et de la Grande Poste.

Pour ce faire, l'entreprise NETCOM a mobilisé 4200 agents et 370 camions pour 350 patrouilles de nettoyage notamment au niveau des marchés et des cités à forte concentration populaire, a fait savoir Mme Yakoubi.

Il s'agit notamment du nettoyage des routes durant la nuit de l'Aïd El Fitr, l'enlèvement des déchets dans les cités et les

espaces publics ainsi que les routes menant aux mosquées et environs, et ce dans le cadre du parachèvement du programme de l'établissement tracé au mois de Ramadhan.

Pour leur part, des agents d'entretien ont affirmé à l'APS que nombreuses étaient les difficultés rencontrées au quotidien sur le terrain, notamment en ce qui concerne "l'augmentation du volume des ordures, l'utilisation de sacs inadéquats, et le jet anarchique de produits dangereux (verre, aiguilles médicales...tec) entraînant souvent des accidents de travail".

Les acteurs au niveau de ce secteur sensible ont préconisé "d'associer les citoyens à la préservation de l'environnement de manière efficace, à travers le respect des endroits et des heures de dépôt des ordures, fixées de 18h00 à 21h00, et l'utilisation de sacs adéquats, en poursuivant le tri des produits organiques et produits recyclables".

L'entreprise a également invité les citoyens à coopérer et à prendre contact avec ses services pour transmettre leurs préoccupations, à travers les lignes réservées à cet effet (023.55.31.38) ou sa page facebook.

LIVRAISON DES LOGEMENTS

Les assurances du ministre de l'habitat

Le ministre de l'Ha02bitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a affirmé, jeudi à Alger, que la livraison des logements ne se fera qu'avec la mise à disposition des équipements publics indispensables, notamment les dispensaires, les écoles, les centres commerciaux et le transport.

Lors d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs projets de logements dans la wilaya d'Alger, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi et du directeur général de l'Agence "AADL", M.Belaribi a indiqué que "la livraison des logements, de différentes formules, sera accompagnée de la mise à disposition des équipements publics indispensables, notamment d'écoles, de lycées, de polycliniques, du transport, ainsi que de centres commerciaux,

en vue de fournir un cadre de vie qui répond aux aspirations des habitants".

Au site d'Ouled El Hadj des 2946 logements publics localisés (LPL) dans la commune des Eucalyptus, M. Belaribi a donné des instructions, à l'effet d'accélérer la cadence de réalisation pour la livraison de près de 1.400 unités de logement, le 5 juillet prochain.

Le ministre a également inspecté le projet de 13.300 logements de la formule "AADL" à Sidi Abdallah, où il a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de deux centres commerciaux au même site.

Dans ce cadre, il a affirmé que l'aménagement extérieur se fera avec un nouveau style, annonçant que le site sera renforcé avec 35 équipements publics.

M. Belaribi a également souligné qu'au lieu d'aménager

des magasins sous les immeubles, des centres commerciaux seront réalisés en vue de répondre aux besoins de cette zone urbaine.

S'exprimant à la presse en marge de la visite au sujet du projet de la mosquée verte à Sidi Abdallah, le ministre a précisé que l'étude est en cours pour la réalisation de cette mosquée écologique, première du genre en Algérie, ajoutant qu'une enveloppe financière sera affectée à ce projet après le ramadhan pour entamer les travaux. Concernant le lancement du programme location-vente AADL3, M. Belaribi a indiqué qu'il sera "procédé en premier à la résolution de tous les problèmes et au traitement des recours liés au programme AADL 2 en vue de livrer les logements aux souscripteurs".

Ainsi, il sera procédé dans un ou deux mois au lance-

ment du programme de réalisation de 13500 logements location-vente au profit des souscripteurs concernés par les recours et ceux qui ont tardé à payer la première tranche.

A une question sur le site "Haouch Errih" à Blida, le ministre a rassuré les souscripteurs quant au lancement des travaux de réalisation de tous les équipements publics et l'aménagement extérieur avec un nouveau style, ajoutant qu'il a été convenu avec le wali de Blida d'assurer le transport aux résidents de ce site.

Il sera procédé fin mai à la pose de la première pierre pour le lancement de 7 projets d'équipement publics (écoles, lycées, postes de police, dispensaires, stades et centres commerciaux) au même site.

Synthèse R E

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bolaghine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

ENERGIES RENOUVELABLES

L'expérience danoise sollicitée

Pour la mise en train du projet de 2000 MGW d'énergie renouvelable, l'Algérie accentue ses efforts. Dans ce cadre, l'expérience danoise est sollicitée.

Par Reda Hadi

Le PDG du groupe Sonelgaz, et l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz ont convenu d'organiser des rencontres périodiques et des ateliers de travail avec des experts danois sur les énergies renouvelables pour un échange d'expériences, a indiqué, ce jeudi, un communiqué du groupe. Les deux parties ont évoqué plusieurs questions à même de "renforcer le partenariat et la coopération entre Sonelgaz et les entreprises énergétiques danoises, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'efficacité énergétique et l'intégration des énergies renouvelables au réseau d'électricité. Et cela avec notamment les opportunités de participation des entreprises danoises à la mise en œuvre du projet avec la possibilité de faire appel à l'expérience du Royaume du Danemark concernant la production de l'électricité par énergie éolienne" qui ont été également évoquées. Il faut dire aussi que la maîtrise danoise en matière d'énergie renouvelable n'est plus à démontrer.

La coopération algero-danoise depuis quelques mois a connu un certain regain. Les pouvoirs publics insistent sur le renforcement des relations de coopération bilatérale dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables et la transition énergétique en Algérie avec le Danemark et leur intégration dans le réseau électrique. Et cela suite aux différents contacts entre les deux pays, suite auxquels il a été convenu de mettre en place une feuille de route de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie et d'organiser des rencontres entre la société danoise de l'énergie et les entreprises du secteur dans ce domaine. Pour rappel le groupe Sonelgaz a été chargé « officiellement » par les pouvoirs publics de réaliser 15.000 mégawatts en énergies renouvelables et qu'un appel d'offres national et international sera lancé avant la fin du premier trimestre 2023 pour réaliser 2.000 MW d'EnR comme première phase. Le cahier des charges national et international est prêt et il porte sur la réalisation en 2023 de 2000 MW comme première phase. Pour sa part la diplomate danoise a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer les efforts en vue de la lutte contre les changements clima-

tiques, mettant en avant l'expérience de son pays dans le domaine de l'exploitation et du développement des projets dans les domaines des énergies renouvelables.

Ce secteur est devenu le moteur essentiel au Danemark dans la création des postes d'emploi et la réduction de la dépendance de son pays aux énergies importées.

Les rencontres déjà initiées auparavant ont permis d'échanger les expertises et renforcer les relations entre les différents acteurs dans le domaine des énergies renouvelables à l'instar des sociétés des deux pays et de consolider les relations entre l'Algérie et le Danemark.

De son côté l'ambassadeur chargé du climat au Royaume du Danemark a mis en avant la possibilité de travailler davantage avec l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables et l'exportation de l'hydrogène vers l'Europe.

Le Danemark est parvenu à réaliser un système énergétique intégré fondé sur 50 % en énergies renouvelables dont l'énergie éolienne, à la faveur de l'encouragement du secteur privé à investir dans ces énergies.

LIQUID DATAPORT S'ASSOCIE À

ICOSNET

Stimuler

la croissance
des entreprises
en Algérie

Liquid Dataport, une entreprise de Cassava Technologies, un groupe technologique panafricain, s'est associé à Icosnet, le seul fournisseur de services Internet privé en Algérie, dans le cadre d'une initiative qui permet aux clients d'accéder aux services de communication numérique offerts par Liquid Dataport en Algérie.

Icosnet, qui offre actuellement à ses clients des services d'accès Internet, des services de communications unifiées, la cybersécurité et des solutions cloud, aura désormais accès au réseau panafricain de classe mondiale de Liquid pour les besoins de connectivité de ses clients.

« Ce partenariat améliorera l'offre de Liquid car nous serons en mesure d'offrir un guichet unique permettant aux clients d'acheter des services en Algérie », a déclaré David Eurin, PDG de Liquid Dataport.

« Icosnet est une entreprise stratégique avec laquelle s'associer dans cette entreprise, compte tenu de son excellent bilan en matière de service à la clientèle et de livraison. Liquid Dataport offrira notre suite de solutions numériques pour les clients des secteurs public et privé à tous les fournisseurs de services travaillant avec Icosnet. Il s'agit notamment de leur fournir un accès au vaste réseau de fibres optiques de Liquid sur le continent et à d'autres services numériques, ainsi que la possibilité de se reconnecter à l'Europe ».

« Ce partenariat stratégique permet à Icosnet, entreprise africaine résolument tournée vers le continent et opérant sur le marché algérien exigeant, de partager ses 24 années d'expertise dans le domaine des télécommunications avec ses voisins, en mettant à leur disposition ses infrastructures et son savoir-faire, ainsi que ainsi que d'étendre l'empreinte des services offerts à ses principaux partenaires internationaux de télécommunications. Cette accessibilité, rendue possible par la connectivité avec l'Europe, et l'accès au réseau liquide, ouvre de nouvelles perspectives pour positionner Icosnet comme le principal hub international de télécommunications dans la région », déclare M. Ali Morsli, PDG de la société.

COOPÉRATION ALGÉRO-ARGENTINE

Le MAE argentin annonce une visite à Alger

Dans le cadre d'une tournée africaine, le ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, est attendu en Algérie les 4 et 5 juin prochain. « Nous ouvrons de nouveaux marchés pour les produits argentins. Dans les mois à venir, des hommes d'affaires de notre pays seront accompagnés par le ministère des Affaires étrangères dans des missions commerciales en Algérie, en Égypte, en Afrique du Sud et en Angola » révèle sur son compte twitter, Santiago Ca-

fiero. Selon le planning de cette tournée africaine, ces missions commerciales auront lieu les 4 et 5 juin prochains en Algérie, les 7 et 8 juin en Égypte, les 19 et 20 juin Afrique du Sud (Johannesbourg) et les 22 et 23 juin en Angola. Lors de la tenue, novembre 2022 à Alger, de la 7e session des concertations politiques entre l'Algérie et l'Argentine, les deux parties ont examiné les moyens de renforcement des relations bilatérales et de leur promotion aux plus hauts

niveaux, et ce, compte tenu des intérêts communs et des potentialités importantes que recèlent les deux pays. Les deux parties ont également convenu de l'impératif d'intensifier les visites de haut niveau entre les deux pays, outre la tenue de nouvelles sessions du Comité intergouvernemental et du comité scientifique bilatéral à l'entame de l'année prochain. Soulignons que la tournée du chef de la diplomatie argentine entre dans le cadre de la 8e Réunion ministérielle de la Zone de paix et de Coopération de l'Atlantique Sud. Pour ce faire, le ministre argentin des Affaires étrangères était chef de la diplomatie argentine s'est entretenu, la semaine passée, avec ses homologues cap-verdien et nigérian. Comme l'a rapporté le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, l'Afrique dans son ensemble représente actuellement environ 7% du commerce total de l'Argentine avec le monde, et le pays enregistre d'importants excédents commerciaux avec ces États.

R. E.

MISE EN OEUVRE DU PLAN FERROVIAIRE NATIONAL

CITAL appelée à jouer un rôle important

La Compagnie industrielle des transports algériens (CITAL), qui a développé un savoir-faire notamment en matière d'assemblage et maintenance des tramways, est appelée à jouer un rôle important dans la mise en œuvre du Programme ferroviaire national, à travers plusieurs projets en cours, indique la PDG de cette entreprise basée à Annaba, Wahida Chaab. « Nous avons des projets dans le cadre du développement de l'industrie ferroviaire entamé par les pouvoirs publics, et plus spécifiquement par la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) », a souligné Mme Chaab à l'APS. « Nous sommes en train de travailler avec le groupe public Ferroviario, spécialisé dans la fabrication du matériel et des équipements ferroviaires, pour installer, d'une façon pérenne, cette industrie stratégique dans l'Est du pays, conformément aux instructions des hautes autorités du pays », a-t-elle ajouté.

Le programme ferroviaire tracé par les pouvoirs publics vise à atteindre 12.500 km de rail à moyen terme, auxquels s'ajoutent de nouvelles lignes dans le grand Sud, d'une longueur de 2.500 km. Mme Chaab a assuré que la société, créée initialement pour satisfaire les besoins en tramways des projets en cours et futurs en Algérie, est prête à travailler sur d'autres types de matériels roulants tels que les métros, les monorails et les locomotives, relevant que des études de faisabilité ont été entreprises au niveau de CITAL et de Ferroviario pour accueillir différents types de matériel roulant pour l'assemblage et la fabrication de certaines pièces et sous-ensembles. L'objectif est d'augmenter les capacités nationales,

a-t-elle souligné, en précisant que l'importation sera limitée uniquement aux organes non produits localement. Dans cette optique, "nous voulons investir avec Ferroviario dans la fabrication des locomotives, des trains grandes lignes et d'autres types, pour couvrir le besoin national en premier lieu et exporter en deuxième lieu, notamment dans le cadre de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine)", a-t-elle poursuivi.

CITAL, qui a réalisé en 2022 un chiffre d'affaire de plus de 4 milliards DA, veut aussi aller vers la prestation et l'expertise après 12 ans d'existence et d'activité, a-t-elle avancé, citant dans ce cadre la Tunisie à laquelle elle veut proposer ses prestations pour les tramways des villes de Tunis et de Sfax. Concernant le développement de CITAL, Mme Chaab a cité un investissement en cours à Annaba pour assurer les besoins en maintenance des trains Coradia (train polyvalent de grande ligne bi-mode avec une vitesse de 160 km/h) avec la SNTF.

CITAL, qui s'occupe de la maintenance de tous les tramways du pays, a effectué en 2022 près de 1.200 visites préventives et réalisé près de 13.000 interventions en maintenance corrective pour le matériel roulant, plus de 1.800 interventions en maintenance préventive d'installations fixes, et près de 1.000 interventions en maintenance corrective d'installations fixes, selon la même responsable.

La société assure également des prestations de grandes révisions qui touchent des organes des tramways tels que le bogie, le système de freinage, le compresseur et la climatisation, a ajouté Mme

Chaab. Ainsi, la PDG de CITAL a relevé que le taux d'intégration dans l'activité de maintenance est autour de 40% avec un personnel 100% algérien depuis plusieurs années, ayant accumulé une grande expertise, précisant que toutes ces prestations sont faites en Algérie grâce aux investissements consentis par l'entreprise.

Elle a indiqué dans ce sens que sa société était précurseur au niveau du Moyen Orient et en Afrique à avoir acquis des bancs d'essai spécifiques d'une grande technologie, qui sont actuellement installés à l'usine de Annaba, où se font les grandes révisions.

CITAL travaille aussi pour densifier son réseau de sous-traitance locale en accompagnant et certifiant davantage d'entreprises locales, a-t-elle ajouté, citant des partenariats stratégiques avec des entreprises publiques et privées, selon la même responsable.

Un centre de conception et de fabrication mécanique a été également lancé par l'entreprise à Sétif pour assurer les besoins internes en matière de pièces de rechange et même pour d'autres clients, a-t-elle fait savoir, annonçant à l'occasion le lancement prochain d'un laboratoire d'analyses des huiles.

Toujours, dans le cadre de la stratégie de l'entreprise en matière d'intégration, Mme Chaab a mis en exergue le développement, en interne, d'activités d'expertise totalement autonomes, notamment dans le domaine des voies ferrées et de la fibre optique (maintenance, expertise, réparation et rénovation).

R. E.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Mobilis détient 43,04% du parc global

Selon une étude de l'Observatoire de la téléphonie mobile, l'Agence de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPE), le nombre des abonnés est passé de 48.505 millions d'abonnés au 3e trimestre de l'année 2022 à 49.019 millions d'abonnés au 4e trimestre de 2022. Ces abonnements concernent la téléphonie mobile GSM, 3G et 4G.

L'ARPE précise que l'opérateur public de téléphonie mobile, Mobilis, détient 43,04% du parc global des abonnés, devant Ooredoo 26,99% et Djazzy 30,96% de parts de marché. Le nombre d'abonnés d'Algérie Télécom Mobile (Mobilis) est passé de 20,7 millions au 3e trimestre de 2022, à 21,09, millions d'abonnés à la fin du 4e trimestre de 2022.

Il est suivi de Djazzy avec plus de 15 millions d'abonnés et de Ooredoo avec plus de 12,7 millions d'abonnés. 119 abonnés. Mobilis arrive également en tête au niveau national en nombre d'abonnés aux services de troisième génération avec 19 442 730 abonnés, suivi de Djazzy avec 13 676 739 abonnés, tandis qu'Ooredoo arrive en troisième position avec 11 639 036 abonnés. Le nombre d'abonnés aux services de troisième et quatrième génération a atteint 44.758.505, avec un taux de développement de 91,31%.

DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Les atouts et difficultés

Dans ce contexte mondial favorable au déploiement de l'agriculture biologique comme alternative à l'agriculture conventionnelle et face à une demande croissante et à une offre diversifiée, se pose la question de la place de l'agriculture biologique dans ce processus.

Synthèse Sirine R

Un article a été publié par CREAD consacré à l'étude du potentiel, des contraintes et des perspectives de développement de l'agriculture biologique en Algérie. Ce pays dispose d'un potentiel intéressant puisque une grande partie de son agriculture dite traditionnelle peut bénéficier d'une conversion rapide, et d'une certification bio.

Un engagement en faveur de la valorisation de ce potentiel de produits biologiques est à même de pérenniser l'économie agricole des territoires locaux, d'autant plus que le marché européen, très proche géographiquement, offre un débouché en croissance. Le soutien institutionnel apparaît donc comme une condition sine qua non pour promouvoir le potentiel existant de l'agriculture biologique en Algérie. Après avoir rappelé quelques éléments factuels sur le marché du bio dans le monde, les rédacteurs de cette étude ont identifié les principales difficultés et atouts de l'Algérie dans ce domaine.

Les atouts

Il existe de nombreux atouts pouvant permettre à l'agriculture biologique de se développer en Algérie. Il s'agit tout d'abord de la disponibilité d'un potentiel important dans le secteur de l'agriculture traditionnelle pouvant « rapidement » faire l'objet d'une certification. Cela est d'autant plus pertinent pour les agriculteurs situés en zones de montagne ayant peu recours aux pratiques modernes (chimisation, utilisation intensive d'intrants industriels, etc.). Par ailleurs, de nombreux produits peuvent être concernés par les conversions à l'agriculture biologique : dattes, huile d'olive, olives, figes, oranges, clémentines, autres fruits, légumes, plantes médicinales, aromatiques... etc. Ensuite, un second atout tout aussi pertinent que le précédent se situe au niveau du potentiel des surfaces à valoriser notamment en zones steppiques, sahariennes ou de montagne. Ce potentiel est à mettre en lien avec l'existence de nombreuses initiatives portées par de jeunes agriculteurs, qui souhaiteraient être accompagnés, financés et soutenus par des structures institutionnelles. En troisième lieu, l'agri-

culture biologique offre en Algérie un atout considérable en termes de simplification des apprentissages des pratiques agricoles.

Dit autrement, les exigences de l'agriculture biologique sont beaucoup plus « proches » des pratiques locales ancestrales, respectueuses de l'environnement, que celles dites « intensives et modernes » qui exigent des changements importants, voire radicaux, qui ne coïncident que rarement avec les motivations et les capacités des agriculteurs algériens. Ainsi, il semble qu'il est beaucoup plus pertinent de « convertir » un agriculteur déjà acquis aux pratiques culturales naturelles, à l'économie de l'eau, à la rotation des cultures, en Algérie ; qu'un agriculteur déjà ancré dans une agriculture intensive en occident.

Cela est d'ailleurs vérifié à travers de nombreuses expériences de développement des pratiques agro-écologiques dans des pays en voie de développement. Sur ce point de transfert et d'apprentissage, l'Algérie dispose d'institutions de recherche et de vulgarisation permettant d'assurer un accompagnement efficace des agriculteurs. Enfin, la proximité du marché européen, avec une demande pour les produits issus de l'agriculture biologique en pleine expansion, offre un potentiel important de valorisation et de débouchés à l'exportation. Il s'agirait pour les agriculteurs algériens de se concentrer notamment sur les complémentarités saisonnières, commerciales et de gamme, ainsi que la combinaison de la certification biologique avec d'autres signes de qualité (produits de terroir, indications géographiques, etc.). L'exemple du dynamisme que connaissent les deux entreprises (Biodattes et Bionoor) spécialisées dans la commercialisation des dattes bio algériennes en Europe, témoigne de l'existence de possibilités concrètes de valorisation.

Au-delà des exportations, l'agriculture biologique en Algérie pourrait aussi répondre à la demande interne en faveur de produits de qualité. Même si le marché local est pour l'instant embryonnaire, voire inexistant, le potentiel qu'offre le développement de la grande distribution alimentaire et les exigences des consommateurs en termes de traçabilité et de qualité sanitaire, offrent des perspectives intéressantes pour ce type de produits.

Les difficultés

Face à ces « forces » et ces atouts potentiels, de nombreuses difficultés entravent le développement de l'agriculture biologique en Algérie. Les premières sont d'ordre institutionnel et portent sur l'absence d'une stratégie nationale cohérente et ciblée en faveur du soutien à l'agriculture biologique.

L'avance de la Tunisie se situe d'ailleurs à ce niveau et va au-delà d'un simple différentiel des surfaces consacrées à l'agriculture biologique. A cette absence de stratégie et d'assise à un niveau central, il faut aussi relever que la « déconcentration » des mécanismes de soutien technique, financier et institutionnel demeure très opaque, d'abord parce que la réglementation dans ce domaine est récente, mais aussi parce qu'il y a de nombreuses lacunes dans la transmission des informations pertinentes vers les acteurs de « terrain », et ensuite de ces derniers vers les agriculteurs. Le second type de difficultés est d'ordre organisationnel. Il est d'abord imputable à la faiblesse des organisations professionnelles et de soutien, ainsi qu'à une déstructuration des liens dans de nombreuses filières.

Par ailleurs, l'absence de « leaders » pour l'accompagnement des processus de conversion, ainsi que la méconnaissance des normes en vigueur et la complexité des procédures administratives des processus de certification, conduisent le plus souvent à une sous exploitation de ce potentiel, pourtant important dans certaines régions.

Enfin, le dernier type de difficultés concerne la transmission et la vulgarisation des connaissances, et des liens trop peu établis entre institutions de recherche, instituts techniques et de vulgarisation et monde professionnel. Ce cloisonnement, renforcé par une absence de coordination institutionnelle volontariste, empêche un réel transfert de connaissances vers les agriculteurs, ou de faire remonter des informations sur les pratiques de ces derniers, afin qu'elles participent à l'amélioration des connaissances dans le monde académique. Sur le plan des débouchés internationaux, il faudrait s'attendre à une concurrence forte des voisins maghrébins immédiats, déjà positionnés sur certains types de produits biologiques, et qui bénéficient des « routes » logistiques des produits issus de l'agriculture conventionnelle.

GRUPE ASMIDAL

Un outil efficace pour la promotion de l'agriculture en Algérie

Le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaires, "ASMIDAL" met le cap aujourd'hui sur l'optimisation de sa ligne de production grâce aux investissements importants lancés au cours des trois dernières années, et ce après avoir contribué pendant des décennies au développement du secteur agricole en Algérie avec la production de différents types d'engrais.

Depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, l'Algérie a mis en place des politiques judicieuses pour assurer l'exploitation de ses richesses et amorcer le développement de ses industries, notamment après la nationalisation des mines en 1966 et des hydrocarbures en 1971, en lançant plusieurs projets de réalisation de grandes usines dans plusieurs domaines, dont le Groupe des engrais azotés à Oran entré en service en 1970, suivi du Groupe d'engrais phosphatés à Annaba en 1972, deux affluents importants de la révolution agraire.

Après des années d'activités intenses au service des agriculteurs à travers le pays, les usines d'Annaba et d'Oran ont été fusionnées et le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaires, "ASMIDAL", est né en septembre 1984, après la restructuration de la Société nationale de transport et de la commercialisation des hydrocarbures, Sonatrach.

L'ancien ingénieur au complexe des engrais phosphatés à Annaba (Fertial), Abdelmalek Layachi se rappelle de cette période étant l'un des premiers ingénieurs à relever le défi de réussite de la production des engrais en Algérie. Il avait bénéficié avec d'autres étudiants, à la fin des années 1970, de bourses d'études en Grande-Bretagne dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à former une main d'œuvre qualifiée capable de gérer les différentes usines.

"J'ai terminé mes études en 1982 et après deux ans de travail au complexe d'Annaba, les pouvoirs publics avaient décidé de restructurer Sonatrach et de lancer Asmidal, une décision prise en vue de relancer la production des engrais", a confié M. Layachi dans une déclaration à l'APS, évoquant les nombreux défis affrontés en vue d'assurer le bon fonctionnement des unités de production. Il a cité notamment les défis relatifs à la disponibilité des pièces de rechange. "Nous avons adopté des solutions inno-

vantes car l'importation était complexe et prenait du temps à cette époque", a-t-il dit.

Vu la grande expérience des ingénieurs retraités "les unités de production font appel à ces derniers jusqu'à présent", a-t-il souligné tout en souhaitant voir des programmes de formation de haut niveau "pour former une nouvelle génération de main d'œuvre qualifiée et capable de reprendre le flambeau".

En 2012, le groupe ASMIDAL s'est doté de trois filiales et de quatre holdings spécialisées dans la production, la commercialisation et le développement des engrais, des aliments et des produits phytosanitaires, la maintenance industrielle, la formation, le gardiennage et l'accompagnement sécuritaire.

Conscient de l'importance de la qualité dans le développement du secteur agricole, le groupe a renforcé ses structures avec deux laboratoires d'analyse des produits bruts, d'engrais, de sols et d'eau destinée à l'irrigation à Bouira et à Biskra. Il dispose également de deux unités réservées aux produits phytosanitaires dans leur forme liquide et en poudre à Blida et à Alger et de deux autres unités de fabrication d'aérosols sous forme de vaporisateur à Mascara et à Batna.

Des investissements importants depuis 2020

La filière des engrais n'a eu de cesse de relever des défis depuis l'indépendance. Après la révolution agraire dans les années 70 du siècle dernier, le secteur tend aujourd'hui à relever le défi en contribuant à la réalisation de l'objectif de la sécurité alimentaire tracé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Depuis 2020, le groupe a lancé des investissements importants en vue de développer ses activités, de répondre aux besoins des agriculteurs en termes d'engrais et de s'orienter vers l'exportation, à l'instar du projet de production d'herbicides (solide et liquide), qui sera réalisé dans la zone de Bir Labiod dans la commune de Guidjel (Sétif).

A l'occasion de la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, le groupe a lancé, en 2022, le projet du phosphate intégré, un investissement qui s'élève à près de 7 Mds Usd, dans le cadre d'un accord de

partenariat algéro-chinois. Il s'agit d'un projet de grande envergure qui englobe le développement et l'exploitation d'une mine de phosphate à Bled el Hadba (Tebessa), la transformation chimique des phosphates à Oued Kéberit (Souk Ahras), la fabrication des engrais à Hadjar Soud (Skikda), et les installations portuaires du port d'Annaba. Vu que l'Algérie tient compte également des dimensions sociales des différents projets, le projet du phosphate intégré permettra d'apporter une grande dynamique à la région est du pays, avec la création de près de 12.000 postes d'emploi lors de l'étape de création, 6.000 emplois directs et près de 24.000 emplois indirects lors de la mise en service.

Le groupe travaille également, depuis octobre 2021, sur un projet de production de 200.000 tonnes d'aliments de bétail et de volaille de type "Phosphate mono-calcique/di-calcique" et de 120.000 tonnes d'engrais de type "triple super phosphate", grâce à la Société algérienne de la nutrition animale et végétale créée par "ASMIDAL" dans le cadre d'un partenariat avec le groupe MANAL, lequel permettra la valorisation du phosphate de Djebel El-Onk à Tébessa et la substitution à l'importation des produits destinés à l'alimentation animale et la nutrition végétale.

En mai 2022, le groupe avait obtenu la majorité des actions de la société "Fertial" (51%) ce qui lui a permis d'engager les investissements nécessaires en vue de préserver les capacités de production de la société ainsi que les postes d'emploi.

Lors des travaux du 29eme Congrès international des fertilisants organisé en février dernier par l'Association arabe des fertilisants (AFA), le Groupe ASMIDAL a obtenu la qualité de membre au sein de plusieurs structures de l'AFA, un exploit qui demeure le premier du genre en matière de représentation des entreprises algériennes au sein des structures de l'AFA depuis sa création en 1975, sachant que la présidence du conseil d'administration est assurée par le PDG du Groupe Asmidal, Mohamed Taher Heouaine, désigné également, récemment, ambassadeur du continent africain auprès de l'Association internationale des engrais (IFA) pour la session 2023/2024.

R.E.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD EN MAI PROCHAIN EN EGYPTÉ

Les financements privés de l'économie verte à l'ordre du jour

Malgré sa faible contribution au réchauffement de la planète, l'Afrique continue à souffrir de manière disproportionnée des catastrophes naturelles liées au climat et le continent risque de perdre entre 2% et 12% de son PIB à l'horizon 2100, selon les différents scénarios de réchauffement climatique, contre moins de 1% pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni, ou entre 1% et 5% pour la Chine.

Par *Sirine R/Agence*

A cet effet, des mesures urgentes doivent être prises afin de faire face à cette situation préoccupante, en attirant davantage de financements. Cette question sera, en effet, à l'ordre du jour des prochaines Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), prévues en mai prochain.

«La 58e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement et la 49e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement se tiendront à Charm el-Cheikh en Egypte, du 22 au 26 mai 2023 sous le thème «Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique+», a indiqué le secrétaire général de la Banque, Vincent O. Nmechiele, lors d'une visioconférence organisée à Abidjan, et animée conjointement par des vice-présidents de la BAD.

La rencontre sera ainsi l'occasion pour discuter des stratégies les plus efficaces pour mobiliser davantage de fonds privés pour financer l'économie verte dans les pays africains et «notamment les ressources nationales provenant des pays africains eux-mêmes», a-t-il soutenu.

M.Nmechiele a souligné que le déficit de financement climatique en Afrique «pouvait atteindre 127 milliards de dollars (mds USD), voire 150 mds USD par an d'ici à 2030». Et surtout avec une «promesse non tenue» des pays développés de mobiliser 100 milliards

USD de financement climatique au profit de l'Afrique, «des sources de financement alternatives sont indispensables pour réussir la transition économique et la croissance verte dans le continent. Ensuite il faut s'assurer que ces ressources soient bien utilisées», a-t-il appuyé.

Pour atteindre ses objectifs en matière d'énergie et de climat entre 2026 et 2030, l'Afrique aura besoin de 133 milliards d'USD par an en investissements dans les énergies propres, alors que les investissements annuels dans les énergies renouvelables s'élèvent à seulement 9,4 milliards d'USD, selon un document de la BAD.

Et au moment où le financement climatique par le secteur privé représentait la moitié des financements climatiques à l'échelle mondiale en 2020, la majorité (80%) des 29,5 milliards d'USD de flux de financement climatique en Afrique a été mobilisée auprès d'acteurs internationaux publics, alors que le financement fourni par le secteur privé n'y représentait que 14%.

La part du financement des gouvernements africains ne se chiffrait, quant à lui, qu'à 4% des investissements climatiques, selon le même document.

Par ailleurs, les Assemblées de la BAD coïncideront avec la célébration de la «Journée de l'Afrique», le 25 mai, où une rencontre sur la contribution de la jeunesse africaine dans le développement du continent est programmée, a avancé M. Nmechiele, précisant que plusieurs manifestations culturelles sont prévues à cette occasion.

De son côté, S. Quaynor, vice-président Secteur privé, Infrastructure et Industrialisation,

a insisté sur l'importance de l'innovation financière au profit de l'économie verte en Afrique, en indiquant que la Banque travaillait pour la concrétisation d'une «Alliance africaine» entre institutions africaines de financement et investisseurs pour financer des projets verts.

Pour sa part, Kevin Urama, chef Economiste et vice-président Gouvernance économique et gestion des connaissances, a avancé que des «événements liés au savoir» seront organisés lors des Assemblées annuelles.

Ainsi, et pour donner le coup d'envoi de ces événements, la Banque entend réunir des chefs d'Etat et de gouvernement et des experts mondiaux autour d'un «Dialogue présidentiel» sur l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement (BMD).

En plus, un «événement lié au savoir en séance plénière de haut niveau» portera sur le lancement des Perspectives économiques en Afrique 2023, sur le thème des Assemblées, outre trois autres événements thématiques. Ces derniers portent sur les thèmes : «Tirer parti d'instruments de financement innovants pour attirer les investissements climatiques privés en Afrique»; «Exploiter le capital naturel pour financer le climat et la croissance verte en Afrique» et enfin sur les «Mesures clés pour réaliser une croissance inclusive et un développement durable en Afrique».

Selon la vice-présidente Agriculture, développement humain et social, B. Dunford, la transformation agricole en Afrique, et les efforts de la BAD en la matière, sera également parmi les thèmes importants qui y seront abordés.

AÏD EL FITR

Le dispositif de permanence respecté par l'ensemble des commerçants

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations s'est félicité, vendredi dans un communiqué, du respect par les commerçants et les opérateurs économiques du dispositif de permanence, lors du premier jour de l'Aïd El Fitir, dans le but de satisfaire les besoins des consommateurs.

«Dans ce cadre, 50.724 commerçants ont respecté, vendredi, le dispositif de permanence, en exerçant leur activité commerciale, ce qui a permis aux citoyens d'acheter les produits dont ils ont besoin, notamment les produits de large consommation et ce à travers l'ensemble du territoire national», précise le communiqué.

En revanche, «93 commerçants n'ont pas respecté le dispositif de permanence, au niveau national», ajoute la même source.

De ce fait, le ministère a présenté «ses remerciements à l'ensemble des employés du secteur qui veillent à contrôler le dispositif de permanence du premier jour de cette fête, mais aussi pour leurs efforts incessants fournis», lit-on dans le communiqué.

Le ministère a également rappelé à l'ensemble des commerçants et opérateurs économiques «l'impératif de reprendre normalement leur activité commerciale à partir de dimanche 23 avril 2023», conclut le communiqué.

R E

LE CDTA

Un pôle de recherche dans plus de 40 technologies

Acquis important de l'Algérie indépendante, le Centre de développement des technologies avancées (CDTA) est un pôle de recherche et développement (R&D) qui fournit depuis plus de quatre décennies de nombreux services et équipements dans 40 domaines technologiques. Les responsables de ce centre situé à Baba Hassen à Alger, misent sur la dynamisation de son rôle en veillant à «allier entre la flexibilité des mesures et la diversification des ressources d'approvisionnement et de financement qui permettent de soutenir les projets des différents secteurs de manière plus importante», a expliqué le directeur de ce centre, Mohamed Traïche.

Cela est d'autant plus possible avec l'expérience cumulée par le Centre (plus de 4 décennies) dans 40 technologies, dont la robotique, les milieux ioniques et le laser, l'ingénierie des systèmes et les multimédias, la microélectronique et l'optique, la nanotechnologie, ainsi que la modélisation de la technologie de la fabrication partielle, a ajouté M. Traïche.

Les compétences nationales au Centre ont pu acquiescer et développer un savoir-faire pointu qui leur a permis d'occuper une place de choix dans le domaine technologique, toutes spécialités confondues, et ce grâce notamment au cumul d'expertises et les différents accords conclus, poursuit le même responsable.

Le CDTA qui compte 4 plate-

formes technologiques développe actuellement 7 programmes de recherche comptant 100 projets. Il s'agit de programmes de base et d'autres socio-économiques, dont un tiers en partenariat avec de grandes sociétés nationales réparties sur 13 secteurs.

Ces projets portent notamment sur le développement d'applications au profit d'institutions officielles, la fabrication des équipements, dont le tout dernier est la mise au point d'un robot de balayage des barrages et la mesure de leur envasement, ainsi que les petits drones pour le recensement des surfaces agricoles.

Dans le domaine sanitaire, les chercheurs et ingénieurs du CDTA travaillent sur plusieurs projets, le plus important étant le développement d'une application virtuelle d'autopsie au profit de la Faculté de médecine Alger 1 et le CHU Mustapha Pacha. Cette application «permet de garantir un apprentissage rapide d'une part, et d'alléger la pression sur les universités, d'autre part», a précisé le responsable de l'équipe IRVA, Nadia Zenati.

De son côté, l'enseignant chercheur au sein de la même équipe, Mohamed Amine Guerroujdi a fait observer que l'application permet à l'étudiant de suivre avec une technique tridimensionnelle, d'interagir et de suivre des cours de 30 minutes à une heure.

La même équipe mène, en coopération avec l'hôpital de Ben Aknoun, l'expérience de rééducation

motrice des malades à travers une application qui repose sur la simulation des mouvements de rééducation sous forme d'un jeu électronique faisant plonger le patient dans un monde virtuel où il applique les gestes nécessaires à la guérison.

Le patient est plus motivé car les exercices sont ludiques semblables aux jeux électroniques ordinaires en progressant d'un niveau à un autre supérieur, ce qui ouvre la porte à la compétitivité et à l'allègement de la pression dans la guérison, a relevé M. Zenati.

Outre le domaine sanitaire, l'équipe travaille sur le développement d'une série d'applications en partenariat avec plusieurs secteurs. Dans le cadre de son partenariat, l'équipe s'attèle à développer une application de simulation de la qualification des travailleurs sur la protection sécuritaire des infrastructures pétrolières. L'équipe travaille, en outre, sur le projet de maintenance industrielle en coopération avec la compagnie Air Algérie. Par ailleurs, le département milieux ioniques et laser développe un système de détection des incendies (LIDER) avec une technologie de laser qui détecte les incendies et propose un système d'alerte pour les contrôler.

L'enseignant et chercheur au Centre, Ammar Ramdani a expliqué que le système, résultat d'années de recherche, a une portée allant jusqu'à 20 km et peut atteindre un périmètre de 30 km, celui-ci ayant fait preuve d'efficacité à travers les

essais effectués à l'intérieur comme à l'extérieur du laboratoire, notamment au niveau de la forêt de Baïnem (Alger). L'équipe de recherche responsable de ce projet, développé en collaboration avec la Direction générale des forêts (DGF), mise sur la réalisation d'un prototype en vue de l'homologuer et le fabriquer par la suite. Au niveau de la station de projection thermique, le Centre assure le traitement des surfaces en les protégeant des facteurs extérieurs à l'instar de la rouille.

Il assure également la fabrication des prototypes technologiques expérimentaux et propose des consultations, outre la formation scientifique des étudiants. Amar Hezzam, gestionnaire de la plateforme de prototypage technologique a fait état de 63 prototypes technologiques établis par la plateforme l'année dernière au profit des entreprises, des centres de recherche et des étudiants.

Dans le même cadre, une collaboration avec plusieurs entreprises publiques à l'instar de Sonatrach et Cosider, en plus des centres de recherche est mise en place, outre la supervision sur l'élaboration de tous les prototypes des entreprises spécialisées dans la fabrication du plastique dans les wilayas du centre, compte tenu de la seule unité au plan national qui dispose du matériel spécialisé dans la fabrication en ajoutant la matière, mais aussi le matériel de rétro-conception (conception Inversée), présente au niveau du Centre.

AÉROPORTS DE LAGHOUAT ET D'ADRAR

Des vols directs pour le transport des hadjis

Les aéroports «Ahmed-Medegheri» de Laghouat et «Touat Cheikh Sidi Mohamed Belkebir» d'Adrar assureront des vols directs aux hadjis vers les lieux saints de l'Islam, au titre de la saison 1444/2023, a annoncé jeudi le ministère des Transports dans un communiqué.

«En application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et dans le cadre des préparatifs de la saison du hadj 1444/2023, le ministère des Transports annonce le renforcement de la liste des aéroports nationaux concernés par le transport des hadjis vers les lieux saints de l'Islam, à la faveur de vols directs à partir des aéroports de Laghouat (Ahmed-Medegheri) et d'Adrar (Touat Cheikh Sidi Mohamed Belkebir)», précise la même source.

L'aéroport «Ahmed-Medegheri» assurera des vols directs en faveur des hadjis des wilayas de Laghouat et Djelfa, alors que l'aéroport «Touat Cheikh Sidi Mohamed Belkebir» prévoit des vols directs pour les hadjis des wilayas d'Adrar et de Timimoun, conclut le communiqué.

R E

CONSTANTINE

Des agriculteurs autorisés à irriguer par les eaux traitées d'Oued Rhumel

Les agriculteurs des communes de Hamma Bouziane, Messaoud Boudjeriou et Béni Hamidène de la wilaya de Constantine ont été autorisés à irriguer leurs récoltes à partir des eaux traitées d'Oued Rhumel, a indiqué mardi le wali Abdelkhalek Sayouda.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une tournée d'inspection des projets hydrauliques, le wali a indiqué que les agriculteurs exerçant sur les bords d'Oued Rhumel ont été autorisés à irriguer leurs champs et récoltes par les eaux de ce cours traitées au niveau de la station d'épuration de la cité Kaïdi Abdallah de la commune de Hamma Bouziane. Face au déficit pluviométrique, l'exploitation des eaux traitées de cet équipement répond à une partie des préoccupations liées à l'irrigation soulevées par les agriculteurs de la région, a souligné le même responsable. Le wali a précisé que l'exploitation en irrigation des eaux d'Oued Rhumel "se fait pour la première fois" du fait que les analyses effectuées par le passé avaient révélé "une forte teneur microbiologique" de ces eaux.

Selon les explications données, l'utilisation des eaux traitées en irrigation valorise les quantités d'eau traitées et permet de faire des économies en fertilisants azotés et phosphatés de sorte à promouvoir un environnement durable et faire des économies en eau.

Le chef de l'exécutif local a relevé que la wilaya de Constantine a bénéficié de plusieurs projets d'approvisionnement en eau potable et de stations d'épuration des eaux usées accusant un grand retard à l'instar de la station d'épuration des eaux usées d'Ali Mendjeli lancée en 2016 et non encore mise en service à ce jour.

Il a également indiqué que plusieurs projets en cours de réalisation seront mis en service "avant l'été 2023" de sorte à garantir un approvisionnement quotidien des habitants de la wilaya de Constantine en eau.

ORAN

Réception de la pénétrante du port d'Oran- autoroute Est-ouest au 2e semestre 2023

La pénétrante devant relier le port d'Oran et l'autoroute Est-ouest, s'étendant sur une longueur de 26 km, sera réceptionnée durant le deuxième semestre de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya des travaux publics.

Le taux d'avancement des travaux de ce projet, dont la réalisation a été confiée au groupe algéro-turc "Makyol" pour un coût global estimé à ce jour à 50 milliards de DA, a atteint plus de 95 % et sera livré durant le deuxième semestre de l'année en cours.

Cet accès a accusé un retard dans sa réalisation pour des raisons techniques rela-

tives au traitement définitif de cinq glissements de terrain, survenus lors des travaux.

Ce projet, réalisé avec des techniques modernes, comprend cinq ouvrages d'art, dont une trémie à deux accès sur une longueur de 930 mètres, une autre trémie de 1.580 m, un viaduc de 680 m, ainsi que la réalisation d'un accès à la mer et à l'autoroute Est-Ouest.

Une fois mis en service, cet axe routier permettra de conférer une valeur ajoutée et une dynamique économique, outre un aspect esthétique à la capitale de l'ouest du pays, en plus de réduire les encombrements, en donnant une plus grande fluidité au trafic des camions fréquentant le port via l'ancienne route empruntée quotidiennement par quelque 1.600 camions.

TIZI-OUZOU

Appel à l'irrigation d'appoint des cultures céréalières

Un appel à l'irrigation d'appoint des cultures céréalières a été lancé par la Chambre d'agriculture de wilaya (CAW) de Tizi-Ouzou suite au déficit hydrique lié au réchauffement climatique, a-t-on appris samedi, auprès de cet organisme.

« En l'absence de pluies et si la situation continue telle qu'elle l'est actuellement, avec l'enregistrement d'une hausse des températures, les céréaliculteurs qui ont emblavé leurs parcelles tardivement seront contraints de recourir à l'irrigation d'appoint afin de maintenir le rendement », a indiqué à l'APS, le président de la CAW, Hamid Saidani. Dans l'appel lancé par la CAW, il est précisé que « compte tenu du déficit hydrique et les hausses des températures enregistrées au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou et le niveau de la réserve hydrique du sol qui a atteint le seuil critique, une alerte à l'irrigation d'appoint est lancée afin de permettre à la céréale de poursuivre son développement dans un



confort hydrique et maintenir son niveau de productivité ». Aussi, les céréaliculteurs « sont tenus de prendre en charge les mesures nécessaires pour procéder à l'irrigation de la totalité des emblavures prévues en irrigation d'appoint », a précisé M. Saidani qui a relevé que si le climat actuel perdure et en l'absence de précipitations les céréaliculteurs de Tizi-Ouzou seront « contraints » de recourir « pour la première fois » à l'irrigation d'appoint. Le prési-

dent de la Chambre d'agriculture a relevé toutefois que les cultures céréalières précoces ne seront pas affectées par cette contrainte climatique, mais a demandé aux agriculteurs de surveiller leurs cultures afin d'intervenir rapidement en cas d'apparition de maladies. Le même responsable a noté que depuis quelques années et suite au manque de précipitations, beaucoup de céréaliculteurs de Tizi-Ouzou emblavent leurs champs précocement. Beaucoup de céréaliculteurs

ont semé leurs parcelles dès octobre, pour prévenir le stress hydrique. Pour rappel, une superficie de 7.500 Ha a été destinée à la culture de céréales, à l'occasion de la campagne 2022/2023 lancée à Tizi-Ouzou le 16 octobre 2022, contre plus de 6.400 ha la saison précédente. Sur ces 7.500 ha, 6.685 ha ont été réservés au blé dur, 350 ha au blé tendre, 400 ha à l'orge, 50 ha pour l'avoine et 15 ha pour le triticale, selon les chiffres communiqués par la DSA.

TOUGGOURT/MOIS DU PATRIMOINE:

Riche programme valorisant le patrimoine culturel de la région

Un riche programme commémoratif visant à mettre en valeur le patrimoine culturel matériel et immatériel de la wilaya de Tougourt a été établi par la Direction de la culture et des arts dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Le coup d'envoi de ce programme a été amorcé depuis la commune de Témacine où une exposition des produits d'artisanat, vannerie, tissage, art culinaire et broderie traditionnelle, a été inaugurée dans une ambiance festive marquée par un défilé de fantasia de cavaliers mettant en relief le riche legs cultu-

rel et folklorique de la région d'Oued-Righ. S'inscrivant au titre de la mise en valeur et la préservation du patrimoine matériel et immatériel que recèle cette région, le programme prévoit l'animation par des associations locales d'une série de manifestations et d'activités, des concours culturels au niveau des établissements pédagogiques, ainsi que l'animation des conférences et journées d'étude sur le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains, a indiqué la cheffe de service du patrimoine à la Direction de la culture et des arts, Cherifa Ouarghi. Des ateliers de formation sur la préservation et



la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel, l'organisation des visites aux sites archéologiques de la région, le lancement

d'une caravane de vulgarisation du patrimoine et sa nécessaire conservation, figurent également au programme commémoratif.

LE « PLAN INDUSTRIEL VERT » DE L'UE

Échec programmé d'une transition incitative de marché

Suite et fin

Sans surprises, le « Plan industriel vert » de l'Union européenne refuse toute logique de planification ou de redistribution. C'est sur une matrice incitative qu'il est fondé : une série d'entreprises seront éligibles à des fonds publics et leur accès aux financements de marché sera facilité.

Par Alexandra Gerasimcikova

Ce sont en effet ces derniers (dont certains spécialisés dans les énergies fossiles) qui continueront à profiter des coups de pouce des États (les cinq plus grandes entreprises d'hydrocarbure ont réalisé un profit record de 134 milliards de dollars en 2022) pour amplifier le marché de l'hydrogène et de la capture du carbone... sans que rien ne les empêche de revenir sur leurs timides engagements sur le renouvelable.

Le Plan industriel vert, politique bureaucratique construite sur une logique d'aide aux entreprises, balaye l'idée d'une discussion collective sur les besoins sociaux et écologiques. Une occasion manquée de revoir les fondements d'une authentique transition verte de l'industrie, qui aurait pu planifier la décarbonation urgente de plusieurs secteurs. Ce plan s'entête plutôt à financer l'éternel modèle énergétique de marché, centralisé et court-termiste, qui fait la part belle aux actionnaires. Les quantités d'énergie et d'eau nécessaires au transport et à la production d'hydrogène (exemples non exhaustifs) rendent à elles seules cette solution non viable. L'Allemagne a expérimenté un pass mensuel à 9 euros donnant accès aux transports ferroviaires sur les réseaux locaux et régionaux. Une initiative dont l'impact a été positif, en particulier auprès des revenus les plus modestes. La surcharge d'usagers a cependant mis en évidence le manque criant d'investissements publics. Qui plus est, on estime que le recours à l'hydrogène est plus coûteux que les énergies fossiles, même sur le long terme, ce qui implique un modèle sous perfusion constante de fonds publics. Une voie qui augure des subventions massives des oligopoles de l'énergie... à l'heure où l'Union s'oriente de nouveau vers l'austérité budgétaire !

D'autres plans européens comme Hydrogen Strategy 2030 ou REPowerEU parient sur les investissements extérieurs de l'UE pour compenser sa faible capacité de production d'hydrogène. Car le Plan industriel vert souhaite toucher de nouveaux marchés avec ses technologies propres afin d'obtenir, à terme, de l'hydrogène à faible coût (qu'importent les possibles retombées socioéconomiques locales). Ainsi, l'Europe compte sur l'Afrique et son potentiel en hydrogène, mais s'appuie également sur l'Ukraine, comme en atteste l'annonce début février 2023 d'un partenariat stratégique sur la biométhane, l'hydrogène et d'autres gaz de synthèse. En dépit des ravages de l'invasion russe et de la nécessité de répondre aux besoins locaux en énergie (renouvelable) durant la reconstruction de l'Ukraine, l'UE flaire une opportunité de sécuriser des importations d'hydrogène en Europe.

Des véhicules électriques, mais pour qui ?

Les véhicules électriques, tout comme les batteries et les stations de chargement, jouent un rôle majeur dans le Plan industriel vert. On peut cependant encore une fois déplorer l'absence de tout projet social en la matière – comme le développement des transports en commun ou la

subvention de la mobilité partagée, dont les effets bénéfiques en termes écologiques ne sont plus à démontrer.

Le virage vers l'électrique porte avec lui une question sociale. En effet, l'Union européenne comme les États-Unis voient leur demande en voitures décliner. Selon l'association des constructeurs européens d'automobiles, les ventes de 2023 n'atteindront certainement pas les niveaux d'avant la pandémie. Les constructeurs s'engagent désormais à orienter leur production vers le tout-électrique (Fiat d'ici 2027, Mercedes d'ici 2030 et Volkswagen d'ici 2033) en ciblant une clientèle aisée. Les ménages aux revenus plus modestes sont eux mis de côté, et continuent à se tourner vers le marché de l'occasion. De fait, aux États-Unis, les aides comme le crédit à la consommation proposé par l'IRA tentent d'apporter une solution à ce problème. En Allemagne, un système de subvention similaire est accusé de négliger les ménages à bas revenus et de privilégier les consommateurs aisés. De fait, les subventions à la consommation n'offrent aucune solution structurellement viable au problème du transport, mais peut tout juste encourager une acquisition volatile de biens privés sur fonds publics. La chute de 13,2% des ventes de véhicules électriques en Allemagne, suite à la décision de réduire ses subventions de moitié, en est l'illustration. Cette même mesure a provoqué une hausse de 3,5% des ventes de véhicules à essence... Le virage vers l'électrique semble avant tout profitable aux hauts revenus, ainsi qu'à l'industrie automobile, avide de fonds publics.

Cette transition vers l'électrique s'explique aussi par la volonté de cette industrie de « verdir » son modèle économique grâce aux deniers publics. Les constructeurs, qui sont pourtant en mesure de financer la fabrication de modèles plus vertueux avec la technologie actuelle, choisissent de faire du lobbying contre les normes d'émission de CO₂ (qui d'après eux, les forcent à réduire leurs investissements vers l'électrique) et préfèrent réclamer des subventions. En attestent les 22,5 milliards d'euros de profits réalisés par Volkswagen en 2022, 13% de plus que l'année précédente, ce qui n'a pas empêché le groupe allemand de faire pression sur les États d'Europe de l'Est pour financer la construction de leurs giga-usines à batteries. Un projet en la matière est actuellement en suspens, Volkswagen comparant les avantages respectifs de l'UE et des États-Unis d'après le vote de l'IRA... Quoi qu'il en soit, en République tchèque, la perspective de voir s'installer une giga-usine a provoqué l'ire de la population locale, inquiète des conséquences sur l'environnement, l'emploi et l'économie de la région.

Laisser le soin aux multinationales de remplacer leurs véhicules à essence par des modèles électriques, sans repenser la structure même de la mobilité individuelle, ne contribuera pas à une véritable transition écologique. En particulier quand les géants continuent de s'appuyer sur les pays d'Europe de l'Est pour produire à moindre coût. La manne publique qui est déversée aux entreprises de l'automobile constitue autant d'argent qui n'est pas investi dans les transports publics : dans de nombreux pays, certains trajets sont plus coûteux en train qu'en covoiturage.

L'UE, qui s'appuie sur la capacité des multinationales à concevoir des technologies propres, ne prend aucune hauteur de vue sur les bénéficiaires et la finalité de cette course au « zéro émission ».

L'été dernier, l'Allemagne a expérimenté durant trois mois un pass mensuel à 9 euros donnant accès aux transports ferroviaires sur les réseaux locaux et régionaux. Une initiative qui a démontré la popularité des infrastructures publiques, en particulier auprès des revenus les plus modestes. Toutefois, la surcharge d'usagers due au succès de cette expérience a mis en évidence le manque criant d'investissements publics – nécessaires pour étendre le réseau, améliorer la fréquence des transports et la capacité d'accueil. L'extractivisme et ses conséquences sont également absents du Plan industriel vert. On estime que la demande mondiale en lithium, indispensable à la fabrication des batteries électriques, sera multipliée par 40 d'ici 2040. La ruée vers les minéraux rares risque d'amener son lot de dégâts environnementaux et de provoquer des expropriations et l'épuisement des ressources en eau, tout en creusant davantage les inégalités et en augmentant le niveau d'émissions. Le Critical Raw Materials Act, texte faisant partie du Plan industriel vert, vise lui à accroître les projets d'extraction minière dans l'UE. Ironiquement, les auteurs de ce texte ont conscience de l'opposition populaire face à un tel projet (son impopularité est même inscrite dans le texte), et choisissent d'assurer l'accaparement des ressources en dehors des frontières européennes, en faisant payer aux pays du Sud le coût écologique et social de la croissance verte du Vieux continent.

Atténuer les risques, quoiqu'il en coûte

Le Plan industriel vert n'introduit pas la moindre remise en question, et n'imagine aucune politique industrielle à la hauteur des enjeux sociétaux actuels : des emplois de qualité, des transports et services publics fiables, et un accès aux énergies renouvelables à prix raisonnable. Le projet tient essentiellement à atténuer les risques d'investissement des multinationales et à tirer parti du financement privé pour mettre en œuvre la décarbonation. Dès 2015, suite au plan Juncker de 315 milliards d'euros, la Cour des comptes européenne émettait des doutes quant à la capacité de la Commission à lever de telles sommes par garantie publique, qualifiant même d'illusoire les ambitions de l'UE en la matière. InvestEU, qui succède désormais au plan Juncker et doit aider à financer le Pacte vert et le Plan industriel vert, montre déjà des signes de faiblesse. Pour Daniela Gabor, économiste à l'université de Bristol, l'atténuation des risques n'est pas une solution pour atteindre la décarbonation à temps et à grande échelle.

En réalité, elle découle plutôt d'une logique de rentabilité : un projet ne sera financé que s'il permet un retour rapide sur investissement. Cette approche n'implique aucune remise en question sur le type d'économie et d'industrie nécessaires à une véritable transition écologique.

Il n'est donc pas étonnant que les actionnaires réclament les bonnes grâces de l'État pour développer des technologies propres, eux qui redoutent avant tout les faibles profits à court terme (ce qui est à

craindre pour des secteurs florissants). Les fonds publics devraient toutefois être réservés à des projets d'énergies renouvelables viables et sûrs, qui eux nécessitent un capital patient et des prêts concessionnels. Le Plan industriel vert reste pourtant muet sur la question de conditionnalité. Éclaircir ce point permettrait d'identifier les bénéficiaires malhonêtes et d'empêcher les subventions « vertes » de se retrouver dans les poches d'entreprises polluantes, qui elles peuvent facilement se financer sur les marchés.

Le cas du PDG d'Iberdrola, José Galán, est particulièrement frappant. Ce dernier a touché une rémunération de 13,2 millions d'euros en 2021, année où le Tribunal suprême (institution au sommet du pouvoir judiciaire en Espagne) enquêtait sur sa participation à des faits de corruptions, d'atteinte à la vie privée et de fraude. Le salaire du dirigeant équivalait à 171 fois le montant du salaire moyen de ses employés (qui lui chutait de 1,3 %). Pour 2023, l'entreprise espagnole d'électricité Iberdrola s'attend à un bénéfice net situé entre 8 et 10 %, et ses actionnaires peuvent encore s'attendre à recevoir de juteux dividendes. Pourtant, cette année encore, la Banque européenne d'investissement a approuvé un prêt concessionnel de 150 millions d'euros à l'entreprise pour la construction de centrales d'énergies renouvelables en Italie. Iberdrola avait déjà bénéficié d'au moins 650 millions d'euros en 2021, puis de 550 millions d'euros en 2022. Les multinationales gonflées aux aides publiques qui distribuent d'énormes dividendes seront bien les véritables bénéficiaires du Plan industriel vert.

Les États européens tentent désespérément de doper la compétitivité industrielle de l'UE à l'ère du zéro émission. Mais pour l'heure, leurs initiatives se concentrent sur de fausses solutions comme l'hydrogène à grande échelle, moyen efficace d'augmenter les profits des grandes entreprises mais aucunement de transiter vers une énergie plus propre. L'UE, qui s'appuie sur la capacité des multinationales à concevoir des technologies propres, ne prend aucune hauteur de vue sur les bénéficiaires et la finalité de cette course au « zéro émission ».

Le Plan industriel vert ne répond à aucun des grands défis industriels européens. Il omet la question cruciale des exigences de réinvestissement, celle des limites aux rachats d'actions et versements de dividendes, qui représentent la contrepartie tant redoutée par les multinationales dopées à l'argent public. L'essentiel est ailleurs : le problème majeur reste l'incapacité à repenser en profondeur la politique industrielle de l'UE. Une telle refonte n'aura lieu qu'à condition de pouvoir discriminer entre secteurs propres et polluants, et ne sera possible que grâce à une stratégie d'investissements publics, visant une véritable transition écologique. Les approches technocratiques tentant de faire coexister préservation de la planète et intérêts du marché ne mènent nulle part. Seule une véritable rupture démocratique permettra l'avènement de la transition écologique et la sortie du jeu à somme nulle qui découle des logiques d'entreprise.

Source : Ivsf.fr

MAURITANIE

Célébration de la journée mondiale de la Créativité et de l'innovation

À l'instar de la communauté internationale, la Mauritanie célèbre, la Journée Mondiale de la Créativité et de l'innovation. Une journée commémorée pour mettre l'accent sur l'importance de l'innovation et de la créativité pour booster des domaines stratégiques, tels que les sciences, les technologies, les arts, l'environnement et le social.

Cette célébration vise aussi, selon un communiqué du ministère de la Transformation numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'Administration, à mettre en exergue le rôle que jouent l'innovation et la créativité dans l'émergence des économies, dans la croissance économique et le développement. La Mauritanie regorge d'opportunités qui peuvent lui permettre de tirer plein profit de la créativité et de l'innovation, grâce à la dynamique récente des projets portés par les jeunes, et grâce à la politique publique inspirée de la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République. Vision exprimée dans « Mes Engagements pour la Patrie » et qui a pour objectif d'« encourager l'émergence d'un tissu de PME, de l'entrepreneuriat, de l'innovation et des nouvelles technologies », dit le communiqué.

Ainsi, le Ministère de la Transformation Numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, commémore cette journée, en invitant les entrepreneurs et les innovateurs à la réflexion pour mieux exploiter le potentiel de la Mauritanie dans ce domaine. Il compte publier une série de vidéos et de visuels sur ses canaux de communication, pour vulgariser la vision du Ministère et du Gouvernement visant à valoriser l'innovation.

Le Ministère profite de cette occasion pour donner la parole aux acteurs de l'écosystème mauritanien et aux jeunes entrepreneurs pour parler de l'impact de l'innovation sur leurs activités. Il saisit cette opportunité pour exprimer ses vifs remerciements aux différents acteurs, pour leur implication dynamique à ses démarches participatives. Il appelle enfin chacune et chacun à contribuer activement à la réussite des programmes et projet qu'il lance pour mettre en valeur l'innovation en Mauritanie.

MAROC

Le secteur de la fonction publique secoué par des vagues de protestation et une grève nationale

Le Maroc continue de vivre au rythme des manifestations et grèves appelant à des solutions urgentes pour remédier à la détérioration continue des conditions sociales et économiques des citoyens, en particulier des petites bourses, durement affectées par la crise multidimensionnelle qui secoue le Royaume depuis maintenant trois ans.

C'est dans ce contexte d'ébullition sociale que la Confédération démocratique du travail (CDT) a organisé mardi une grève générale nationale et des sit-in de protestation devant les sièges des wilayas et préfectures dans différentes villes marocaines.

Lors de ces mouvements de contestations, les manifestants ont dénoncé la cherté de la vie et tenu le gouvernement Akhannouch pour responsable des conditions sociales et économiques des familles marocaines.

À Rabat, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'exécutif et au chef du gouvernement, Aziz Akhannouch et ont brandi des banderoles appelant le gouvernement à mettre en œuvre ses engagements et obligations contenus dans les

accords du "30 avril" de l'année dernière.

Selon un communiqué publié par la CDT, les revendications des manifestants ont trait, entre autres, à des augmentations de salaires, la mise en œuvre des accords précédents, la révision de l'impôt sur le revenu et la préservation des acquis de la retraite.

Le secrétaire général adjoint de la CDT, Khalid Alami Houir, a indiqué que l'organisation de la grève et des manifestations qui ont eu lieu dans les différentes villes du Royaume ont été un "succès", notant que ces mouvements de contestation sont l'illustration de la situation que vit la classe ouvrière au Maroc en raison des répercussions des prix élevés et de l'abandon par le gouvernement de ses engagements. Dans des déclarations aux

médias marocains, le syndicaliste a fait savoir que "la crise que traverse le Maroc est due à l'absence de réelles solutions de la part du gouvernement".

"Cela ne peut plus continuer ainsi. Les Marocains continuent de payer le prix des choix et de la mauvaise gestion des gouvernements successifs", a-t-il déploré.

Il a, en outre, indiqué que la précarisation et la corruption coûtent plus de 50 milliards de dirhams au Maroc, soit l'équivalent de près de 5 milliards de dollars, soulignant que ce chiffre couvrirait largement les augmentations de salaires et le financement des fonds de pension.

S'agissant des mesures prises par le gouvernement marocain pour faire face à la situation, le secrétaire général adjoint de la CDT a affirmé

qu'elles n'ont eu "aucun impact sur le quotidien des familles marocaines".

Il a notamment affirmé que la situation du Maroc s'est dégradée en raison des taux d'inflation exceptionnels. Akhannouch doit "automatiquement opter pour une augmentation des salaires au lieu de subventionner un groupe de capitaux qui n'a aucun effet sur l'emploi", dit-il, accusant le gouvernement et les mesures annoncées de "détruire les classes moyennes qui représentent une soupape de sécurité pour l'équilibre social".

A noter que près de 3 millions de Marocains ont, à leur tour, atteint le seuil de pauvreté ces deux dernières années, tandis que le nombre de chômeurs est de 1,15 million, selon des statistiques officielles.

DETTE PUBLIQUE EN TUNISIE

Le fardeau s'alourdit...

Il est primordial aujourd'hui de riposter à la double crise que vit la Tunisie.

Nous avons des problèmes structurels graves qui ne peuvent trouver de solutions qu'à travers une restructuration profonde des mécanismes et des modes d'organisation de l'économie nationale. Mais cela prendra du temps. Entretemps, nous avons eu deux chocs terribles, le Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne, qui ont eu des répercussions néfastes sur l'économie. Il n'y a pas de remède miracle certes, mais l'exécutif est appelé à bouger dans tous les sens.

En l'absence de réformes structurelles indispensables pour redresser l'économie du pays, la Tunisie risquerait de se trouver en cessation de paiement. Les experts économiques recommandent, avant tout, de mettre en place les réformes structurelles de manière urgente, faute de quoi le pays sera confronté à de sérieux problèmes. Selon le rapport trimestriel de l'agence de notation « PBR Rating » sur le « Suivi des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie », les réformes structurelles à entreprendre par la Tunisie « doivent être orientées vers la simplification, l'encouragement et le développement de l'investissement (local et étranger), ainsi que vers la protection, l'accompagnement et l'incitation à l'exportation, notamment dans les activités industrielles ».

PBR Rating estime, par ailleurs, que le climat actuel dans le secteur privé des affaires ainsi que la situation financière de l'Etat ne permettent pas d'envisager une reprise économique pérenne et significative sans réformes structurelles majeures (outre les mesures de gestion des finances publiques convenues avec le FMI et dont les premiers effets sont perceptibles dans la LF2023). Des réformes structurelles, dont la complexité, d'une part, et l'adhé-

sion qu'elle nécessite, d'autre part, supposent un cheminement multidimensionnel sur le moyen et le long termes.

L'effet de levier salutaire

La solution réside également dans la réduction des déficits. L'endettement extérieur n'est qu'un moyen d'atténuer dans le temps les coûts qui seront associés à des mesures à prendre pour renouer avec les équilibres budgétaires et de la balance des paiements. La dette extérieure ne peut être à elle seule la solution qui réside dans le réajustement des dépenses et des recettes. L'endettement en soi n'est pas toujours un problème, et peut même jouer un effet de levier salutaire lorsqu'il est contracté à des conditions appropriées et — plus encore — affecté au financement de projets pertinents et performants.

Il devient un fardeau, voire une charge, une obligation dont on ne peut se libérer, dans les cas contraires, et ce sont hélas souvent les plus nombreux constatés tout au long de l'expérience tunisienne depuis plus d'une décennie. Lorsque les projets financés par la dette s'avèrent incapables de générer la croissance nécessaire et partant les ressources à même de permettre son remboursement, on entre peu à peu dans ce qu'il est convenu d'appeler la « trappe de la dette », ou le « piège de la dette », un cercle vicieux où l'endettement appelle l'endettement, puis le surendettement... On s'endette, non guère pour réaliser de nouveaux investissements, mais juste pour rembourser la dette accumulée et qui n'a pu créer par elle-même les ressources nécessaires à son remboursement.

Améliorer la position du pays sur le marché international

La conclusion, en octobre 2022, d'un accord technique entre les services du FMI

et les autorités permettra à la Tunisie, une fois approuvé, — probablement dans les prochains mois —, de bénéficier d'une facilité au titre du mécanisme élargi de crédit pour un montant d'environ 1,9 milliard de dollars. La finalisation de cet accord améliorera la position de la Tunisie sur le marché international et permettra à la communauté internationale d'apporter une contribution majeure à la réussite du programme de réforme en débloquant rapidement des financements supplémentaires. Sachant que, selon les indicateurs du ministère des Finances, l'encours de la dette publique de la Tunisie a atteint 117,1 milliards de dinars (1 euro = 3,3 dinars) à fin février 2023, en hausse de 10%, par rapport à la même période de l'année écoulée. La dette intérieure représente 43,3% de l'ensemble de l'encours de la dette, alors que la dette extérieure représente 56,7%, précise la même source. Quant à la dette extérieure, elle est contractée, principalement, dans le cadre d'accords de coopération bilatérale (60,3%), et à un niveau moins important auprès du marché financier (21,3%) et via des accords de coopération bilatérale (18,4%).

Pour ce qui est du service de la dette publique, il a régressé de près de 36%, passant de 2,2 milliards de dinars à fin février 2022 à 1,4 milliard de dinars, en février 2023, et ce, suite à la chute de la dette intérieure de 72%, à 384 millions de dinars (MD), alors que la dette extérieure a préservé sa tendance haussière à un milliard de dinars (+19,2%). D'après les statistiques publiées, la somme allouée au remboursement des intérêts de la dette s'est située au niveau de 855 MD, dépassant, ainsi, l'enveloppe réservée au remboursement du principal de la dette (605 MD), laquelle est en baisse de 56,7%, en février 2023.

AU PREMIER TRIMESTRE 2023

La RDC domine la production de cuivre et cobalt du suisse Glencore

Le géant suisse des matières premières exploite des mines de cuivre en RDC, en Amérique latine et en Australie. Sa production de cobalt provient en revanche essentiellement du pays d'Afrique centrale. En 2022, il a produit 1,06 million de tonnes de cuivre et 43 800 tonnes de cobalt.

Les mines de Glencore en RDC ont livré 61 800 tonnes de cuivre et 9 800 tonnes de cobalt au premier trimestre 2023, respectivement en hausse de 11,15 % et 11,36 % en glissement annuel. C'est l'un des points marquants du rapport d'activités publié le 21 avril par le géant suisse des matières premières qui précise que sa

production trimestrielle de cuivre a malgré tout diminué de 5 % par rapport à 2022, pour s'établir à 244 100 tonnes. Cette baisse est notamment liée aux teneurs inférieures attendues du minerai extrait sur la période à la mine de Collahuasi (Chili), dans laquelle elle possède 44 % d'intérêts. Elle a livré 57 100 tonnes de cuivre sur une base attribuable, contre 65 700 tonnes au premier tri-

mestre 2022. De même, la compagnie a affronté des conditions météorologiques défavorables à sa mine détenue à 33,75 % au Pérou, Antamina, la production sur cette dernière ayant baissé de 13 % à 32 000 tonnes. « La production du premier trimestre a été globalement conforme à nos attentes [...] ». Les prévisions de production pour l'ensemble de l'année sont

inchangées par rapport à celles présentées aux investisseurs de Glencore en décembre 2022 », rappelle néanmoins Gary Nagle, DG de Glencore. Le géant suisse vise au moins 1,04 million de tonnes de cuivre produites et 38 000 tonnes de cobalt. Glencore a produit 1,06 million de tonnes de cuivre en 2022, dont 253 400 tonnes sur ses deux mines en RDC, Katanga et Mutanda.

AU 1ER TRIMESTRE 2023

Les financements des start-up africaines ont baissé de 29%, à 1,3 milliard \$

L'Afrique a résisté beaucoup mieux que les autres régions du monde à la frilosité des investisseurs qui ont du mal à se projeter à moyen et long terme, dans un contexte de fortes incertitudes économiques. Les financements reçus par les start-up africaines au premier trimestre 2023 ont atteint 1,3 milliard de dollars, un montant en baisse de 29 % par rapport à celui enregistré durant la même période de 2022, selon un rapport publié mardi 18 avril par la plateforme Africa the Big Deal. Malgré cette baisse, l'Afrique a beaucoup mieux résisté que les autres régions du monde à la frilosité des investisseurs qui ont couru aux abris, dans un contexte de grandes incertitudes économiques. Entre le 1er janvier et le 31 mars de l'année en cours, les financements injectés dans les start-up ont fortement

chuté en glissement annuel aux Etats-Unis (-54%), en Asie (-65 %), en Europe (-60%) et en Amérique latine (-80 %). Sur le continent africain, le nombre de transactions recensées au premier trimestre 2023 a baissé, à un peu plus de 150 deals contre plus de 300 au cours de la même période de 2022.

Sur le nombre total des transactions enregistrées sur les trois premiers mois de l'année en cours, 126 seulement représentent des investissements en capital (equity). A noter dans ce cadre que la plateforme Africa : The Big Deal prend en considération les opérations de sortie des investisseurs du tour de table des jeunes pousses dans le calcul du volume et de la valeur des financements. Elle ne recense aussi que les transactions d'un montant supérieur à 100 000 dollars.

DURANT L'EXERCICE 2023/2024

Le Kenya prévoit l'émission d'un eurobond milliard \$

Alors que le service de la dette siphonne 63% des recettes fiscales du pays, les fonds qui devraient être levés grâce à l'opération serviront à refinancer un eurobond de 2 milliards de dollars émis en 2014.

Le gouvernement kényan a annoncé, mercredi 19 avril, qu'il allait émettre un eurobond durant l'exercice 2023/2024 (1er juillet-30 juin) pour refinancer 2 milliards de dollars d'euro-obligations arrivant à échéance en juin 2024.

« Le gouvernement de la République du Kenya, par l'intermédiaire de son Trésor national, envisage d'accéder aux marchés internationaux des capitaux avant la fin de l'année fiscale 2023/24 (du

1er juillet 2023 au 30 juin 2024) pour émettre des obligations souveraines », a précisé le Trésor dans un appel à manifestation d'intérêt pour le choix des arrangeurs du futur eurobond. Les fonds qui seront levés grâce à cette émission serviront à refinancer un eurobond de 2 milliards de dollars qui a été émis en 2014. Le taux d'intérêt appliqué à cet eurobond d'une échéance de dix ans s'élève à 6,875 % par an. La hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale et la dépréciation du shilling kényan ont été à l'origine d'une forte augmentation du coût du service de la dette, qui siphonne environ 63% des recettes fiscales du pays. La dette publique globale du

Kenya, qui s'est établie à 68 milliards de dollars en janvier 2023, devrait atteindre 69,7 milliards en juin prochain.

Alors que le gouvernement kényan a été obligé récemment de retarder le versement des salaires des fonctionnaires, en raison d'une grave crise de liquidités, le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Abebe Aemro Sélassié, a déclaré, le 14 avril, qu'il ne s'attendait pas à ce que ce pays d'Afrique de l'Est demande la restructuration de sa dette au titre du cadre commun du G20, « malgré les tensions actuelles et le remboursement imminent d'un eurobond ». Le gouverneur de la Banque centrale kényane, Patrick

Njoroge, a annoncé, le 14 avril, que Nairobi a sollicité un nouveau financement du FMI, au titre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution financière multilatérale pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire confrontés à des risques macroéconomiques. Il a également indiqué que le Kenya devrait obtenir 250 millions de dollars d'ici fin avril dans le cadre d'un prêt syndiqué, et un appui budgétaire d'un milliard de dollars de la Banque mondiale, en mai prochain, pour limiter la détérioration de ses réserves de change, qui ont baissé à 6,4 milliards de dollars au 5 avril contre 7 milliards au 30 janvier dernier.

AFRIQUE DU SUD

Le brasseur néerlandais Heineken prévoit d'investir 852 millions \$

Le mastodonte de l'industrie brassicole, qui a racheté récemment le fabricant de spiritueux sud-africain Distell, prévoit notamment de construire une nouvelle brasserie et une malterie.

Le groupe brassicole Heineken a annoncé qu'il allait investir 15,5 milliards de rands (environ 852 millions de dollars) en Afrique du Sud, au cours des cinq prochaines années. Ces investissements, qui ont été annoncés lors de la 5e Conférence sur l'investissement en Afrique du Sud (SAIC) tenue le 13 avril, comprennent la construction d'une nouvelle brasserie d'un coût de 165 millions de dollars et d'une malterie pour environ 93,5 millions de dollars.

Des investissements de près de 600 millions de dollars seront également affectés au maintien et à l'extension des opérations existantes du groupe dans le pays le plus industrialisé du continent.

Heineken avait annoncé, en novembre 2022, le rachat du fabricant sud-africain de spiritueux Distell pour 2,4 milliards de dollars. Cette transaction a reçu l'approbation des autorités chargées de la concurrence en mars dernier.

EXPLOITATION DU COBALT CONGOLAIS PAR LA CHINE

Un nouveau rapport identifie des problèmes majeurs posés

Les violations de droits de l'homme, la fraude et la contrebande minière sont des problèmes qui gangrèneraient l'exploitation minière en RDC. D'autres problèmes non moins graves et parfois peu traités dans les rapports sur l'approvisionnement responsable sont révélés par une nouvelle enquête.

Dans une enquête publiée le mois dernier, le média d'investigation Reportika a identifié des problèmes majeurs que pose l'exploitation du cobalt en RDC par les entreprises chinoises. Dénommé « The Chinese Cruel Cobalt Conundrum », le document dénonce notamment l'impact de cette activité sur l'environnement, la santé et le bien-être des populations, des aspects parfois négligés dans les rapports sur les problèmes dans le secteur minier local.

Selon le rapport consulté par l'Agence Ecofin, les produits chimiques utilisés lors du processus d'extraction et de traitement des minerais, créent des problèmes de santé pour les travailleurs et affecte même la communauté entière. Sur 7 400 mineurs congolais travaillant dans les mines de cuivre-cobalt de Sicomin, Tenke Fungurume et Kolwezi, plus de 6000, soit 82 %, ont signalé des problèmes de peau, 6317 mineurs ont évoqué des difficultés à respirer et 3 899 affirment avoir subi des accidents de travail graves au cours de l'année écoulée.

L'extraction de cobalt affecte également la disponibilité de l'eau dans les régions où se trouvent les mines, car il faut de grandes quantités d'eau pour assurer le traitement du minerai. L'autre point souligné par le rapport, c'est la dégradation de l'environnement en raison des produits toxiques et métaux lourds rejetés dans l'environnement par l'exploitation minière.

CAP-VERT

Les investissements directs étrangers ont augmenté de 58% en 2022, à 133,2 millions \$

Alors que le secteur du tourisme a attiré plus de la moitié des IDE durant l'année écoulée, le Portugal, l'Italie et l'Angola étaient les principaux investisseurs dans l'archipel situé au large de la côte nord-ouest du continent. Le Cap-Vert a attiré des investissements directs étrangers (IDE) d'un montant total de 133,2 millions de dollars en 2022, en hausse de 58 % par rapport à 2021, selon

des données publiées le 13 avril par la Banque centrale cap-verdienne. Avec près de 44 millions de dollars, le Portugal arrive en tête des pays émetteurs de flux d'IDE vers cet Etat insulaire situé au large de la côte nord-ouest de l'Afrique, devant l'Italie (3,7 millions de dollars) et l'Angola (2,8 millions), a-t-on ajouté de même source. Sur le montant total des IDE mobilisés par

le Cap-Vert durant l'année écoulée, près de la moitié (68,3 millions de dollars) ont été spécifiquement consacrés à des projets liés aux secteurs du tourisme et de l'immobilier touristique.

L'économie du Cap-Vert, un archipel d'îles volcaniques peuplées par 580 000 habitants, est très dépendante du secteur du tourisme qui représente près de 25 % du PIB du pays.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BENI ABBES
DAIRA OULED KHODEIR
COMMUNE DE OULED KHODEIR
NIF N: 084708039041723 01

**AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC
EXIGENCE DES CAPACITE MINIMALES N° :02/2023**

Le Président De L'Assemblée Populaire Communale D'Ouled-Khodeir Lance Un Avis D'appel D'offre Ouvert Pour

**** REALSTATION DEUX (02) TERRAINS SPORTIFS DE PROXIMITE A NOUVEAU CITE ****

Les entreprises intéressées par le présent Avis, Titulaires D'un Certificat De Qualification et De Classification Professionnelles Activité Principale bâtiment, Catégorie quatrièmes (4) Ou Plus Peuvent Retirer Le Cahier Des Charges Auprès Du Service des marchés Publique De La Commune De Ouled Khodier Tous Les Jours Ouvrables Contre Paiement De La Somme De 4 000,00 D.A Pour Cette Annonce Et Accompagné Du Sceau De Entreprise (Nécessaire). Les Dossiers Complets Doivent Etre Déposés Dans Trois Enveloppes Distinctes Et hermétiquement Fermées. La Première Est Destinée Au Dossier De Candidature, La Seconde à L'offre Technique, Et La Troisième à l'offre Financière. Ces Enveloppes Sont Placées Dans Une Autre Enveloppe Hermétiquement Fermée Et Anonyme. avec les mots : Au président de l'Assemblée populaire municipale de La Commune D' Ouled khodier Wilaya De Beni Abbes.

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITE MINIMALES N° : 02/2023

****REALSTATION DEUX (02) TERRAINS SPORTIFS DE PROXIMITE A NOUVEAU CITE ****

Les Offres Doivent Être Accompagnées Des Pièces Suivantes :

I- Un Dossier De Candidature Il Doit Comprendre

- 01- Déclaration de candidature selon le modèle ci-joint dûment remplie, signée, cachetée et datée
- 02- Déclaration de probité selon le modèle ci-joint dûment remplie, signée, cachetée et datée
- 03- La copie des statuts de l'entreprise
- 04- La copie de Licence d'autorisation de signature
- 05- La copie de l'état des références professionnelles
- 06- La copie du certificat de qualification professionnelle (Catégorie bâtiment quatrièmes (4) Ou Plus) en cours de validité le jour de validité de l'offre
- 07- La copie de la carte d'identification fiscale
- 08- La copie du registre de commerce en cours de validité
- 09- La copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux délivrés par les services de registres de commerce
- 10- La copie de l'extrait de rône valée.
- 11- Les copies des attestations d'affiliation et de mises à jour (CASNOS , CNASAT, CACOBATTH) En cours de validité au moins à la date d'ouverture des plis
- 12- La copie de l'état des moyens matériels de l'entreprise destinés spécifiquement au projet(état du Matériel déclaré signer par un huissier de justice validité l'année en cours 2023)
- 13- La copie de l'état des moyens humains de l'entreprise Les sources doivent être aussi justifiées par les attestations d'affiliation CNAS (en cours de validité obligatoire) + les diplômes
- 14- Les copies des bilans des trois (03) dernières années (2020-2021-2022) certifiés par le commissaire aux comptes

II- Offre Technique: elle doit comprendre

- 01- Déclaration à soucrire selon le modèle ci-joint dûment remplie, signée, cachetée et datée
- 02- Un Mémoire Technique Justificatif
- 03- Cahier des charges, paraphés et signé portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- 04- Décret De Réalisation Accompagné D'un Planning des travaux.

III - Offre financière : elle doit comprendre

- 01- Lettre de soumission dûment remplie, signée, cachetée et datée
- 02- Bordereau des prix unitaires et du détail remplie, signée, cachetée et datée
- 03- Détail quantitatif - estimatif remplie, signée, cachetée et datée
- 04 - Quittance de paiement du cahier des charges

La date de dépôt des offres est fixée à 15 jours à partir de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens ou le BOMOP Partir à (08:00 H) Jusqu'à (14:00 H) L'ouverture des plis technique et financiers se fera en séance publique au siège de la commune de Ouled khodier en présence de l'ensemble des Soumissionnaires qui souhaiteraient y assister, elle intervient à la date des dépôts des offres à (14:00 H) au cas où la date fixée, coïncidera avec un Week-end ou jour férié, la date de dépôt sera le jour ouvrable qui suit.

Les offres resteront valides pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois(03) mois à compter de Premier Jour D'annonce l'avis d'appel d'offre.

NB: - Tous les documents joints doivent être valides et clairs

- Présence du concerné pour extraire le cahier des charges ou déposer une procuration auprès du notaire.

Les Enjeux
Eco

Le quotidien
de l'Economie

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

USA

Une responsable de la Fed alerte sur une inflation "généralisée"

Une gouverneure de la banque centrale américaine (Fed), Lisa Cook, a alerté vendredi sur une inflation "généralisée dans l'économie" aux États-Unis, et souligné que le chemin vers une hausse des prix faible et stable pourrait être long et connaître des soubresauts.

Les différentes mesures permettant de calculer l'inflation "ont dépassé leurs sommets mais restent élevées, ce qui suggère que l'inflation s'est généralisée dans l'économie", a déclaré Lisa Cook dans un discours à l'Université Georgetown, à Washington.

L'inflation aux États-Unis a ralenti à 5% sur un an en mars, au plus bas depuis presque deux ans, selon l'indice CPI publié la semaine dernière. Un chiffre toujours trop élevé par rapport à l'objectif de 2% de la Fed.

L'institution privilégie une autre mesure, l'indice PCE, dont les chiffres pour mars seront publiés le 28 avril. La gouverneure anticipe un chiffre légèrement supérieur à 4%.

"La grande question, cependant, est de sa-

voir si, et à quelle vitesse, l'inflation poursuivra sa trajectoire à la baisse vers notre objectif de 2%", a-t-elle poursuivi.

"Jusqu'à présent, la majeure partie de la baisse a été due à la modération des prix de l'énergie", a-t-elle précisé, ajoutant que "le chemin du retour vers notre objectif d'inflation faible et stable pourrait être long et probablement inégal et cahoteux". Pour juguler l'inflation, la Fed relève son taux directeur depuis le mois de mars, ce qui pousse les banques commerciales à proposer à leurs clients des crédits à des taux plus élevés, afin de faire ralentir la consommation et in fine, de desserrer la pression sur les prix.

La prochaine réunion de la Fed aura lieu les 2 et 3 mai. Les taux se situent actuellement dans une fourchette de 4,75 à 5,00%, au plus haut depuis 2007, et la majeure

partie des acteurs du marché table sur une nouvelle hausse d'un quart de point, selon l'évaluation de CME Group.

Les effets cumulés des hausses de taux déjà effectuées et du resserrement des conditions de crédit lié à la récente crise du secteur bancaire, seront regardés par les responsables de la puissante Réserve fédérale.

"Si le resserrement des conditions de financement perturbe beaucoup l'économie, la trajectoire appropriée du taux des fonds fédéraux pourrait être inférieure à ce qu'elle serait en leur absence", a ainsi détaillé Lisa Cook.

"Mais si les données montrent une vigueur continue de l'économie et une désinflation plus lente, nous aurons peut-être encore du travail à faire, a-t-elle nuancé.

BATTERIES ÉLECTRIQUES

Le Canada promet 13,2 milliards de dollars canadiens de subventions à Volkswagen

Le constructeur automobile va construire, sur le sol canadien, sa première usine de batteries électriques hors d'Europe. Le gouvernement canadien va accorder jusqu'à 13,2 milliards de dollars canadiens (8,8 milliards d'euros) sur dix ans au constructeur automobile allemand Volkswagen pour la construction de sa première usine de batteries électriques hors d'Europe, au Canada. «L'investissement sera fonction du nombre de batteries fabriquées et se situera entre 8 milliards et 13,2 milliards de dollars», a précisé le gouvernement.

Cette usine va permettre de créer «3 000 emplois directs et jusqu'à 30 000 emplois indirects», a souligné le Premier ministre Justin Trudeau, évoquant une «avancée historique». Volkswagen avait annoncé mi-mars son intention de construire cette usine à

Saint-Thomas, en Ontario, devant ainsi le premier nouveau constructeur à s'installer au Canada en 35 ans. Les travaux doivent commencer l'an prochain.

Cette usine sera d'une superficie de plus de 378 terrains de football américain, soit la plus grande usine de fabrication du pays. Elle doit ouvrir en 2027 et permettra de produire des batteries «pour un million de véhicules électriques par an au plus», selon un communiqué du cabinet du Premier ministre. «À l'échelle du pays, l'usine de Saint-Thomas va être un point d'ancrage national dans la chaîne d'approvisionnement en véhicules électriques», a ajouté Justin Trudeau, lors d'un point presse. Volkswagen investit «7 milliards de dollars» dans cette usine, soit «l'investissement le plus important de l'histoire du Canada dans le secteur des véhicules électriques».

MALGRÉ LE BREXIT

Londres cherche à conserver sa couronne européenne en matière de fintech

De la banque numérique Revolut au groupe de transfert d'argent Wise PLC et à la société de paiement Checkout, Londres est le champion européen de la fintech et a l'intention de conserver sa couronne malgré les retombées du Brexit et la baisse des investissements.

"Avant le Brexit, le Royaume-Uni était un endroit formidable pour le secteur de la technologie financière, a déclaré Adam Gagen, responsable mondial des affaires gouvernementales de Revolut, lors de la UK Fintech Week qui s'est achevée vendredi.

Selon lui, cela s'explique par "une réglementation fantastique... de grands talents" et 300 à 400 millions de clients directement accessibles dans toute l'Europe.

"Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La sortie de la Grande-Bretagne de l'UE sans accord entre l'UE et Londres sur les services financiers a compliqué l'accès à ce marché gigantesque et aux talents.

Andrew Griffith, jeune ministre britannique du Trésor, a également pris la parole lors de la Fintech Week, insistant sur le fait que le secteur était "vital pour l'économie".

Revolut, qui a réalisé son premier bénéfice annuel en 2021, dispose d'une licence bancaire de l'UE et cherche à obtenir la même pour le Royaume-Uni, ce qui lui permettrait d'opérer au même niveau que sur le continent.

"Le Royaume-Uni reste probablement l'un des meilleurs endroits au monde pour lancer et développer une fintech", a déclaré M. Gagen.

"Je pense qu'une chose sur laquelle nous devons probablement redoubler d'efforts au Royaume-Uni est de vraiment trouver un moyen d'obtenir un meilleur accès réglementaire" à l'étranger par le biais d'accords bilatéraux post-Brexit, a-t-il ajouté.

Le secteur de la fintech a été ébranlé plus récemment par la faillite de la Silicon Valley Bank aux États-Unis et par les turbulences économiques mondiales, qui ont tari les investissements et rongé les valorisations des entreprises.

L'année dernière, le Royaume-Uni a vu les injections de fonds dans ses fintechs s'effondrer de 56% pour atteindre un peu plus de 17 milliards d'USD.

Une baisse plus marquée que celle enregistrée au niveau mondial, de 31%, à environ 164 milliards d'USD, selon une étude du cabinet d'experts-comptables KPMG.

"Malgré la baisse du nombre total de transactions au Royaume-Uni, le pays reste le centre de l'investissement européen dans la fintech", note le rapport.

En termes de capital-risque, ou de financement de jeunes entreprises, le secteur britannique a attiré 11 milliards de dollars l'année dernière, derrière les États-Unis avec 33 milliards de dollars et devant l'Inde avec 6,3 milliards de dollars, selon Dealroom.

"Alors que d'autres marchés européens pourraient avoir des secteurs fintech en croissance, il est difficile de rivaliser avec Londres pour la première place étant donné son écosystème financier établi et son histoire d'innovation et de progrès technologique", a déclaré à l'AFP Anita Kimber, experte en fintech chez EY.

Le Royaume-Uni compte 2 500 entreprises fintech, dont les deux tiers se trouvent à Londres. "Depuis environ 2012-2014, vous voyez cette croissance explosive de la fintech, mais vous voyez aussi en temps utile un soutien politique aux régulateurs pour soutenir l'innovation et une plus grande concurrence aussi", a déclaré Peter Cunnane chez Innovate Finance.

Le Royaume-Uni s'est hissé au sommet, du

moins en Europe, grâce à son rôle de pionnier en matière d'innovation bancaire.

Il s'agit de tester la technologie et de faire avancer la "banque ouverte" qui permet au client de mieux contrôler la gestion de ses finances en ligne.

"Nous devons reconnaître qu'il s'agit là d'une force historique. Comment faire en sorte que cela reste une force à l'avenir, tel est le défi à relever", a déclaré M. Gagen.

En novembre, le Royaume-Uni et Singapour ont annoncé un accord visant à supprimer les barrières affectant la fintech, et d'autres avantages pourraient être inclus dans l'accord post-Brexit de Londres avec l'UE sur les services financiers.

Pour rester en tête, Londres doit également rester impliquée dans les changements réglementaires, notamment en ce qui concerne les évolutions rapides de l'intelligence artificielle - et retenir les entreprises fintech tentées de lancer des introductions en bourse à Wall Street.

Le régulateur financier britannique a joué son rôle en assouplissant les règles relatives au nombre d'actions que les fintechs doivent mettre à la disposition du public, ce qui permet aux fondateurs de garder un plus grand contrôle.

En outre, le gouvernement a récemment lancé le Centre pour la finance, l'innovation et la technologie, en partenariat avec la City, le quartier financier de Londres, qui vise à développer davantage l'industrie britannique des fintechs.

Dans un contexte de crise du coût de la vie en Grande-Bretagne, où l'inflation reste élevée, "les gens font du shopping, essaient d'utiliser des applications fintech pour trouver de meilleurs moyens" d'économiser de l'argent, a déclaré Charlotte Crosswell, présidente du CFIT, à l'AFP.

"Ce que nous voyons, c'est que de plus en plus d'applications d'économie d'argent voient le jour".

MIEL

L'UE veut détailler les pays d'origine, insuffisant selon les apiculteurs

La Commission européenne veut rendre obligatoire le détail des pays d'origine sur les étiquettes des pots de miel, a-t-elle annoncé vendredi, un «premier pas» jugé très insuffisant par les apiculteurs. Le texte de Bruxelles, soumis pour consultation aux États membres et eurodéputés avant entrée en vigueur, n'exige pas de spécifier ce que représente chaque pays d'origine dans la composition d'un mélange de miels, comme le réclamaient les associations de consommateurs et organisations agricoles.

La proposition de l'exécutif européen vise à durcir les «normes de commercialisation» pour de nombreuses catégories agroalimentaires, dont le miel, afin «d'aider les consommateurs à faire des choix plus éclairés». Pour le miel, mais aussi les fruits à coque, fruits secs, bananes mûres ou encore fruits et légumes transformés (salades emballées...), le ou les pays d'origine devront être mentionnés. «Ce n'est pour le moment pas obligatoire (...) un simple étiquetage UE et hors-UE est possible, sans origines exactes», souligne une porte-parole de la Commission, Miriam Garcia Ferrer.

En revanche, l'ordre où apparaîtront ces pays est laissé «au choix du conditionneur» sans contrainte de les classer par ordre d'importance, et il n'y aura aucune obligation de détailler la composition de miels assemblés à partir d'origines diverses. «Cela aurait représenté un fardeau important, il n'existe aucune méthode analytique permettant d'identifier les origines exactes et encore moins de vérifier les pourcentages précis», fait valoir la porte-parole.

Une enquête de la Commission, publiée le 23 mars, montrait que sur 320 échantillons de miels importés récemment contrôlés, environ 46% étaient fortement suspectés de déroger aux règles de l'UE, notamment via l'ajout de sirops de sucre destinés à faire chuter le coût de revient. Quelque 74% des miels originaires de Chine étaient jugés suspects, comme la quasi-totalité des miels importés de Turquie et la totalité des miels venus du Royaume-Uni, où ils étaient assemblés à partir de diverses origines.

«C'est un premier pas, mais il n'y a rien de vraiment neuf», a déploré vendredi Etienne Bruneau, vice-président du groupe de travail miel de la fédération agricole Copa-Cogeca. «Pour toute mesure de traçabilité qui tend à mieux définir d'où vient le miel, c'est l'opacité totale.

Avec une liste de pays, on fait ce qu'on veut à la limite», par exemple en mélangeant du miel chinois avec des quantités limitées de miels européens, a-t-il fait valoir. Si déterminer des pourcentages exacts s'avère compliqué, «un système de traçabilité relativement léger est possible (...) Les conditionneurs savent très bien ce qu'ils mettent dans leurs miels», s'est-il agacé.

Les devises des pays riches en matières premières fléchissent

Les devises de grands pays exportateurs de matières premières ont reflué vendredi, éreintées par des cambistes qui redoutent une dégradation de la conjoncture et une baisse de la demande mondiale.

Vers 19H50 GMT, le dollar canadien lâchait 0,47% face au billet vert, à 1,3541 dollar canadien pour un dollar américain. Le dollar australien a aussi reculé face à son lointain cousin, à 1,4950 pour un dollar américain (-0,78%). Avec le dollar néo-zélandais, très lié à l'Australie, ces trois monnaies "ont été les moins performantes" sur le marché des changes, "avec la montée des inquiétudes liées à la croissance mondiale", a commenté Joe Manimbo, de Convera.

Australie et Canada sont deux des trois premiers exportateurs mondiaux de minerai de fer, mais son également des acteurs de premier plan du marché du cuivre.

"C'est peut-être un signal avancé" de la trajectoire de l'économie mondiale, a commenté Adam Button, de ForexLive.

Dans le cas du Canada et de l'Australie, le fait que les banques centrales de ces deux pays aient choisi de faire une pause dans leur cycle de resserrement monétaire ne joue pas pour leurs devises respectives.

Le "Loonie", surnom du dollar canadien, a aussi fait les frais de la baisse des ventes de détail en février au Canada, annoncée vendredi.

Ailleurs sur le marché des changes dollar américain, euro et livre britannique évoluaient peu les uns par rapport aux autres, une série d'indicateurs d'activité PMI ayant tous surpris favorablement, des deux côtés de l'Atlantique, ce qui a neutralisé les mouvements. La faible ampleur des variations ces dernières semaines s'explique par le fait que les données macroéconomiques "ne brossent pas un tableau clair" de la situation, a expliqué Adam Button. "Donc on a droit à beaucoup d'aller-retours. On attend un tant soit peu de clarté."

POINTS-MARCHÉ

L'Europe finit dans le vert pour la cinquième semaine d'affilée

Les principales Bourses européennes ont bouclé vendredi une cinquième semaine d'affilée dans le vert, portées notamment par les bons chiffres de l'activité des services en Europe, tandis qu'à Wall Street, les indices étaient stables en fin de journée, les investisseurs digérant des résultats d'entreprises contrastés et des données macroéconomiques mitigées.

A Paris, le CAC 40, tiré par les valeurs de la santé et du luxe, a terminé sur un nouveau record à 7.577 points. Le Footsie britannique, en hausse de 0,15%, a profité de l'amélioration de l'indice GfK de confiance des consommateurs qui atteint son plus haut niveau depuis février 2022. Le Dax allemand, porté notamment par l'automobile, a avancé de 0,54%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,54%, le FTSEurofirst 300 de 0,29% et le Stoxx 600 de 0,34%.

Au terme d'une séance incisée, marquée par les "trois sorcières" - l'arrivée à échéance de plusieurs produits dérivés - sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a gagné 0,76% et le Stoxx 600 0,45%, cinquième hausse consécutive hebdomadaire. Les investisseurs ont bien accueilli les indicateurs PMI "flash" mensuels qui ont montré un indice composite en zone euro en avril à 54,4, au plus haut depuis 11 mois, tandis qu'au Royaume-Uni, il a accéléré à 53,9 après 52,2 en mars. Les difficultés du secteur manufacturier se sont toutefois poursuivies, mettant en évidence les risques qui pèsent sur la conjoncture mondiale avec le relèvement accéléré des taux d'intérêt des banques centrales.

Aux Etats-Unis, où les PMI étaient également publiés, l'indice composite a progressé à 53,5 en avril contre 52,3 en mars. Les statistiques américaines de la veille marquées par un indice Conference Board au plus bas depuis novembre 2020, une baisse des ventes de logements en mars et un indice d'activité "Philly Fed" à son plus faible niveau en près de trois ans, ont cependant accentué la crainte d'une réces-

sion, à moins de deux semaines de la réunion de la Fed qui devrait encore relever ses taux d'intérêt.

VALEURS EN EUROPE

En Europe, le secteur de la santé (+1,72%) a signé la meilleure performance du Stoxx 600 avec notamment EssilorLuxottica qui a bondi de 6,27% après la publication de ventes trimestrielles supérieures aux attentes.

De l'autre côté du spectre, le compartiment des ressources de base (-3,86%) a souffert du repli des cours du cuivre, dans un contexte de craintes sur la demande. Ailleurs en Europe, l'éditeur allemand de logiciels SAP a pris 5,24% après un chiffre d'affaires trimestriel meilleur que prévu, tandis que le groupe italien Salvatore Ferragamo (-5,93%) a été pénalisé par le repli de ventes trimestrielles.

A WALL STREET

Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones reculait de 0,05%, le Standard & Poor's 500 de 0,02%, tandis que le Nasdaq grignotait 0,01%

Procter & Gamble (+3,94%) offre un soutien aux indices avec le relèvement de son objectif de chiffre d'affaires annuel, le géant des biens de consommation courante estimant que la hausse des prix devrait compenser une baisse des volumes. Tesla (+1,12%) regagne une partie du terrain perdu la veille, grâce au relèvement des tarifs de ses véhicules électriques haut de gamme.

Les valeurs technologiques comme Apple, Meta Platforms et Microsoft perdent de 0,14% à 0,94% avec la remontée des rende-

ments obligataires, l'activité dans le secteur privé aux Etats-Unis ayant accéléré à un sommet de 11 mois en avril.

CHANGES

Le dollar est stable face à un panier de devises de référence mais s'achemine vers son premier gain hebdomadaire (+0,2%) depuis fin février.

L'euro remonte à 1,097 dollar (+0,03%) après avoir touché un creux en séance à \$1,0938.

TAUX

Les rendements des emprunts d'Etat sont en hausse, les dernières données PMI plaçant pour un renchérissement du coût du crédit.

Celui du Bund allemand à dix ans a fini sur un gain de 4,2 points de base, à 2,48%, et a gagné sur l'ensemble de la semaine environ six points après une hausse de 25 points la semaine dernière.

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans avance de son côté d'environ 2,5 points, à 3,56%.

PÉTROLE

Le marché pétrolier se dirige vers une lourde perte, d'environ 5% sur l'ensemble de la semaine sur fond d'incertitudes économiques liées à la poursuite attendue du resserrement monétaire.

Vers 16H00 GMT, le Brent gagnait cependant 0,65% à 81,63 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,66% à 77,88 dollars.

CRÉDIT SUISSE

Le régulateur national poursuivi en justice par des créanciers obligataires

Lundi, la banque publiera ses résultats trimestriels qui seront analysés de près par UBS, forcée de la racheter dans l'urgence sous la pression des autorités suisses.

Ils étaient censés être plus protégés des risques bancaires que les actionnaires eux-mêmes. Pourtant, lors du rachat du Crédit Suisse par la rivale UBS, les détenteurs d'obligations de la banque rachetée ont vu fondre la valeur de leurs avoirs. L'Autorité suisse de surveillance des marchés financiers (Finma) avait en effet exigé que 16 milliards de francs suisses (17,9 milliards de dollars) d'obligations soient effacés lors de la méga-fusion des deux plus grandes banques du pays, provoquant ainsi la colère des détenteurs d'obligations. Ils ne devraient recevoir que trois milliards de francs suisses, soit 0,76 franc par action, contre un dernier cours de clôture de 1,86 franc avant l'annonce de l'accord. Face à cette perte nette, un groupe de porteurs d'obligations à haut risque du Crédit

Suisse a décidé de poursuivre en justice le gendarme boursier suisse. Leurs avocats en ont fait l'annonce vendredi 21 avril.

Le groupe d'investisseurs suisses et internationaux qui ont intenté des poursuites contre la Finma porte collectivement plus d'un quart de la dette effacée, soit 4,5 milliards de francs suisses. Le cabinet d'avocats Quinn Emanuel a déposé une plainte formelle mardi à la Cour administrative fédérale de Saint-Gall, dans le nord-est de la Suisse, a déclaré un porte-parole à l'AFP. «La décision de la Finma sape la confiance internationale dans la sécurité juridique et la fiabilité de la place financière suisse», a déclaré Thomas Werlen, associé directeur du cabinet en Suisse.

Ce dépôt de plainte n'est que «la première d'une série de mesures que nous prendrons pour obtenir réparation pour nos clients qui ont été illégalement privés de leurs droits de propriété», a déclaré Richard East, associé prin-

cipal au bureau de Quinn Emanuel à Londres. D'autres poursuites pour le même motif sont également en cours en Suisse et dans d'autres pays. Les titres concernés, appelés «obligations AT1», avaient été créés après la crise financière mondiale de 2008 pour imposer le fardeau des pertes aux investisseurs plutôt qu'aux contribuables.

Des résultats trimestriels passés au crible La banque Credit Suisse va publier lundi des résultats trimestriels qui seront examinés de près pour comprendre l'ampleur des défis qui attendent sa concurrente UBS, forcée de la racheter dans l'urgence sous la pression des autorités suisses. Credit Suisse a avancé de quatre jours la publication de ses résultats du premier trimestre, qui seront finalement dévoilés la veille de ceux d'UBS, le numéro un du secteur bancaire helvétique. Credit Suisse n'organisera cette fois ni conférence de presse, ni discussions avec les analystes financiers.

USA

Wall Street stable avant une nouvelle semaine de résultats

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, après des résultats d'entreprises en demi-teinte et alors que les investisseurs évaluent quelle pourrait être l'influence de données économiques contrastées sur les taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a gagné 0,07%, ou 22,34 points, à 33 808,96 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 3,73 points, soit 0,09%, à 4.133,52 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 12,9 points (0,11%) à 12 072,46 points.

L'indice PMI publié vendredi montre que l'activité aux Etats-Unis a progressé à un plus haut de 11 mois en avril, ravivant les craintes sur la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), après la publication cette semaine de données montrant un affaiblissement de l'économie.

Les investisseurs attendent la publication la semaine prochaine de résultats trimestriels, notamment ceux de grandes entreprises du secteur de la technologie.

"Le marché est un peu dans l'attente avant les publications des grands groupes technologiques la semaine prochaine", déclare Keith Lerner, codirecteur des investissements chez Truist Advisory Services. "On oscille entre de bonnes et de mauvaises données économiques, de bons et de mauvais résultats d'entreprises." Microsoft, Alphabet et Amazon doivent notamment publier leurs résultats trimestriels la semaine prochaine.

Aux valeurs, Amazon a progressé après qu'un institut de recherche a prévu que ses résultats devraient dépasser les attentes de Wall Street. Procter & Gamble a également avancé après le relèvement de son objectif de chiffre d'affaires annuel.

NORVÈGE

Oslo met à l'eau le premier ferry à hydrogène liquide au monde

La compagnie norvégienne Norled a inauguré fin mars le premier ferry à hydrogène liquide au monde, le MF Hydra, alimenté par une pile à combustible et fourni en hydrogène par Linde. Une technologie "propre" mais dont la consommation énergétique n'a rien de sobre.



C'est une grande première. Après plusieurs mois de tests, le MF Hydra de la compagnie norvégienne Norled, alimenté à l'hydrogène liquide, a pris la mer le 31 mars dernier pour un court trajet entre deux ports. «Après de nombreux développements et essais, nous sommes impatients d'accueillir

les passagers à bord pour un voyage zéro émission entre Hjelmeland et Nesvik», a déclaré Erlend Hovland, directeur de la technologie de Norled, dans un communiqué de presse. Capable d'embarquer jusqu'à 80 véhicules et 300 passagers, ce navire de plus de 80 mètres de long émettrait jusqu'à 95% d'émissions de CO2 en moins qu'un ferry alimenté aux énergies fossiles.

Avec sa nouvelle batterie

Le chinois CATL prétend propulser des avions

Lors du Salon automobile de Shanghai, le géant chinois des batteries CATL a présenté le 19 avril une batterie dont la densité permettrait selon lui de propulser des avions de tourisme. Les défis à surmonter restent cependant nombreux. Bientôt des avions électriques

alimentés par des batteries ? C'est la folle promesse faite mercredi 19 avril par le chinois CATL, principal constructeur de batteries pour véhicules électriques, dans le cadre du Salon automobile de Shanghai qui se tient du 18 au 27 avril dans la capitale économique chinoise.

La nouvelle batterie dite de «matière condensée» présente selon son constructeur une densité énergétique de 500 Wh (Wattheure) par kilogramme. C'est deux fois plus que le modèle le plus puissant de sa gamme actuelle, baptisé Qilin, qui possède une densité énergé-

tique de 255 Wh/kg et s'avère capable de propulser un véhicule électrique sur 1 000 km en une seule charge. Le géant chinois annonce par ailleurs dans un communiqué son intention de lancer «d'ici peu de temps» une production de masse de cette batterie pour les véhicules.

START-UP

Un ancien d'Apple dévoile un mystérieux appareil qui pourrait remplacer nos smartphones

Lors d'un TED, le fondateur de la start-up Humane, Imran Chaudhri a présenté un appareil révolutionnaire sans écran. Animé par une IA, il pourrait remplacer un smartphone.

Un vent de mystère et de secret intrigant entoure Humane, une start-up américaine fondée par des anciens d'Apple. L'un de ses deux créateurs, Imran Chaudhri, n'est rien d'autre que le designer de l'interface d'iOS pour l'iPhone. L'autre, c'est sa femme Béthanie Bongiorno qui a travaillé sur l'iPad avec lui. Imran Chaudhri vient justement de participer à une conférence TED durant laquelle il a levé le voile sur un appareil inédit développé par l'entreprise. L'affichage des informations est réalisée par un projecteur sur les surfaces se trouvant à proximité.

Sur la vidéo, filmée lors de cette conférence, le designer montre comment il utilise un accessoire fixé sur son blouson. L'appareil, animé par une IA faite maison, est dénué d'écran. Il est totalement autonome et n'a pas besoin d'être jumelé à un smartphone pour fonctionner. Il répond à des commandes vocales et gestuelles, et peut afficher des informations en les projetant sur des surfaces se trouvant à proximité. Lors de sa démonstration, Imran Chaudhri a ainsi passé un appel téléphonique à son épouse. Les informations de ce coup de fil étaient projetées dans la paume de sa main. Durant ses explications, le designer a grandement vanté les mérites du développement des IA actuelles et expliqué que, justement, sa plateforme a été conçue à partir de zéro pour fonctionner à partir d'une intelligence artificielle.

Inventer quelque chose de radicalement différent

Il a également souligné que l'appareil interagit de la même façon que nous le faisons, en écoutant et en voyant, tout en précisant qu'il respectait totalement la vie privée. C'est, par exemple, de cette façon que l'IA embarquée peut synthétiser les points importants d'une réunion à laquelle on participe. Comme autre démonstration d'utilisation, le designer a montré que l'appareil est capable de réaliser une traduction en français de ce qu'il dit en anglais.

Pour cette traduction vocale, l'IA avait même reproduit la voix d'Imran Chaudhri. L'IA a aussi été utilisée à la façon d'un chatbot pour trouver des informations et obtenir des conseils. Malgré cette démonstration, l'accessoire d'Humane garde une bonne part de mystère. Pour ses créateurs, il sert avant tout à montrer que, pour que la relation entre l'humain et la technologie évolue, il faut quelque chose de radicalement différent et sans écran.

FACE À L'AVANCÉE TECHNOLOGIQUE CHINOISE

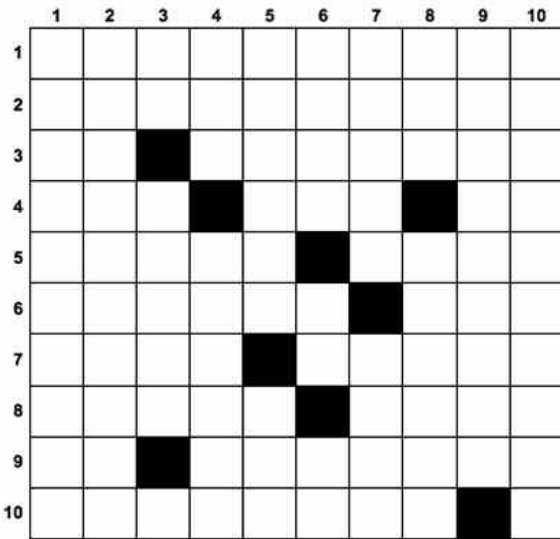
La guerre avec les États-Unis risque de s'intensifier

La Chine domine les États-Unis dans 37 technologies de pointe sur 44, estime l'Institut australien de stratégie politique (ASPI) dans une étude. Un rapport qui devrait alimenter la "guerre technologique" entre les deux pays. Les occidentaux sont en train de perdre le combat technologique face à la Chine. C'est la conclusion d'un rapport de l'Institut australien de stratégie politique (ASPI), un think tank australien, qui estime que la Chine domine

les États-Unis dans 37 technologies « critiques » sur 44 et commence même à établir un monopole dans huit d'entre elles. Elle règne notamment sur les communications radiofréquences avancées telles que la 5G ou la 6G, mais aussi l'hydrogène ou encore les batteries électriques, domaine où environ 60% de la recherche vient de Chine. «Il y a des choses que l'on savait mais cela reste surprenant de voir la Chine en tête dans autant de secteurs de recherche», com-

menté pour L'Usine Nouvelle Mathilde Velliet, chercheuse au programme géopolitique des technologies à l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui pointe le «sérieux» de l'étude australienne. «L'intérêt du rapport de l'ASPI est qu'il essaye de dépasser les analyses qui se basent uniquement sur les annonces chinoises pour se concentrer sur la recherche, en mesurant à la fois le nombre d'institutions et l'impact des publications», souligne-t-elle.

MOTS CROISÉS



Grille 1

Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançās.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'unau vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

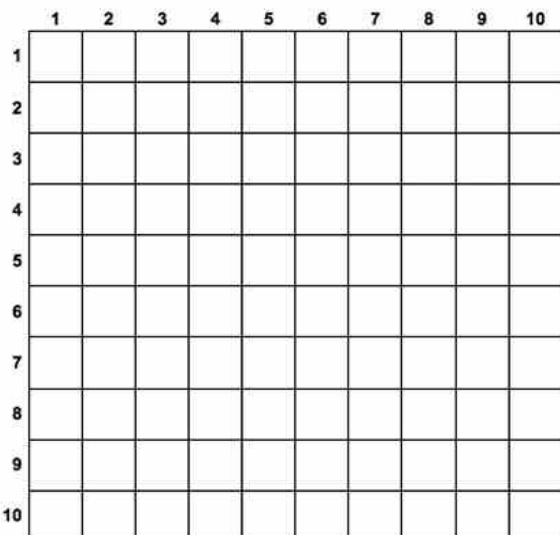
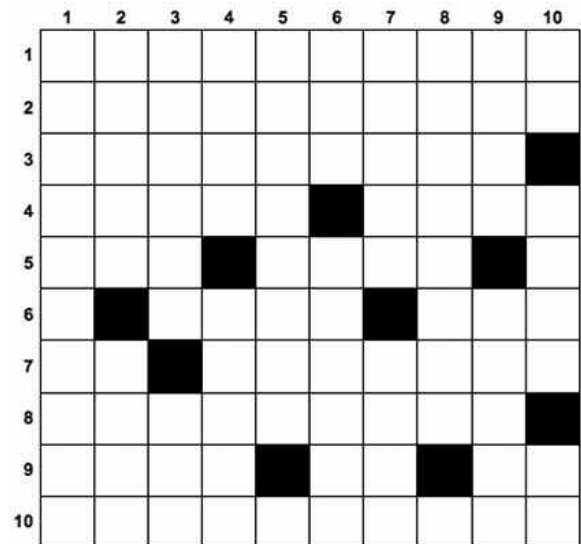
Grille 2

Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississippi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.



Grille Muette

Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Convendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.

DACIA SPRING (2023)

Pourquoi le petit SUV électrique cartonne-t-il autant ?

Le nouveau Renault Espace, est en fuite sur internet et ne laisse plus aucun doute sur sa filiation avec son petit frère Austral.

Avec plus de 108 000 commandes depuis 2021, le Dacia Spring connaît un joli succès commercial qui repose sur un cocktail de différents ingrédients. Retour sur la recette magique du SUV compact électrique.

Révéillé au printemps 2021, le Dacia Spring a déjà séduit plus de 108 000 clients. Un succès, en grande majorité auprès des particuliers (3 sur 4), qui se confirme mois après mois.

En 2022, 48 900 exemplaires du Spring ont été écoulés, soit une croissance de 75 % par rapport à 2021, devant ainsi le 3ème véhicule électrique le plus vendu à des particuliers en Europe.

Outre la version classique, et dans la foulée du restylage Extreme, Dacia dote sa gamme Spring d'une variante Cargo à destination des professionnels. Celui-ci se passe de banquette arrière pour un volume de charge de 1 000 litres. Le Dacia Spring Cargo peut emporter plus de 350 kg de charge tout en gardant une autonomie identique à la version classique de 230 km (WLTP mixte), et pouvant aller jusqu'à 305 km (WLTP urbain).

DACIA SPRING (2023) : UN POIDS-PLUME

Le Dacia Spring, mu par une motorisation Electric 45 (masse à vide 970 kg) ou Electric 65 (975 kg), est le seul véhicule 100% électrique du Top 20 européen pesant moins d'une tonne.

En tant que voiture dite « compacte », sa batterie de 188 kg consomme moins de ressources pour être fabriquée. Le moteur consomme ainsi moins d'énergie pour fonctionner en comparaison d'un véhicule électrique lourdement chargé.

DACIA SPRING (2023) : UN NOUVEAU MOTEUR

Avec le lancement de la finition Extreme du Spring, Dacia a récemment inauguré un nouveau moteur Electric 65 (65 ch

DACIA JOGGER HYBRID (2023)

Au volant du « vaisseau » à 7 places

premier des deux moteurs électriques, c'est celui-ci, de 49 ch, qui assure le lancement et peut, selon la charge de la batterie, se débrouiller seul sur quelques mètres. Jusque-là ce n'est que calme, douceur et volupté ! C'est plaisant en ville ou en milieu périurbain, ce qui, pour rappel, n'est toutefois pas le terrain de jeu idéal du Jogger avec ses 4,55 m de longueur. Le tableau se fissure quelque peu

quand le 4 cylindres 1.6 de 91 ch entre en scène.

Rien de réhibitore pour autant, ce petit moteur n'étant pas trop sonore et même plus rond que le 3 pattes des autres Jogger. En outre, les transitions de fonctionnement de l'ensemble hybride sont dans l'ensemble assez fluides et transparentes pour le conducteur, sauf... lors de fortes sollicitations de puissance.

/ 48 kW). Associée à un nouveau réducteur spécifique (dé-multipliant le couple transmis aux roues), cette nouvelle motorisation apporte plus d'accélération et de reprises avec une autonomie est de 220 km (WLTP Mixte) et 305 km en cycle urbain.

DACIA SPRING (2023) : MULTI-USAGE

Selon les données utilisateur récoltées par Dacia, le Spring répond aux nombreux besoins de sa clientèle. Ainsi, le kilométrage quotidien moyen du SUV compact est de 31 km, 68 % des utilisateurs parcourant moins de 30 par jour. Une charge complète de la batterie est capable de couvrir le kilométrage hebdomadaire, même si en pratique les comportements de recharge sont plus fréquents. Pour le nombre de trajets par jour, il s'élève à 5,4 en moyenne. Acheté initialement comme une deuxième voiture du foyer, le Spring s'impose à l'usage comme le moyen de transport principal en semaine de 90 % des foyers multi motorisés qui l'ont choisi.

Au mois d'août 2022, l'organisme Green NCAP a attribué la note maximale de 5 étoiles au Dacia Spring. Une évaluation basée sur plusieurs critères comme l'impact du véhicule et de son utilisation sur la qualité de l'air, le réchauffement climatique ainsi que son efficacité énergétique. Plus tôt cette année, le 2 février, le même organisme a décerné le titre de Best Car Green NCAP 2022 au Spring. Enfin, l'ultime critère en faveur du Spring est inévitablement ses tarifs. Bien que plus cher que ses homologues Duster, Jogger (notre dernier essai du 7 places) et Sandero du fait de ses technologies embarquées, le Spring demeure toutefois le modèle d'entrée en matière de véhicule électrique à moins de 13 000 euros (bonus écologique déduit).

Porsche veut réellement garder le moteur thermique vivant avec l'e-fuel

Porsche espère que plus de 80% de ses ventes seront destinées aux véhicules électriques, laissant tout de même de la place à certains modèles thermiques. Le nouveau directeur général de Porsche, Oliver Blume, reste attaché au développement de carburants synthétiques. Il ne pense pas que cela entre en conflit avec leurs vastes plans d'électrification mais que les deux peuvent cohabiter. Des chercheurs ont mis au point un moyen de fabriquer de l'hydrogène vert, moins cher et plus économe en énergie, en utilisant de l'eau de mer !

UN AVENIR ÉLECTRIQUE

Porsche a récemment présenté ses résultats financiers, excellents, et annoncé vouloir augmenter ses tarifs de façon notable dès cette année. Lors de cet événement, alors qu'il s'adressait à des membres de la presse, Oliver Blume a déclaré que le débat sur les e-carburants était « émotionnel » et a noté que c'était le seul moyen de décarboner le moteur à combustion interne. Porsche est par ailleurs accusé d'être à la manœuvre derrière le revirement de l'Allemagne concernant l'interdiction des thermiques en 2035.

« Nous pouvons ajuster la politique fiscale pour rendre les e-fuels moins chers... la politique devrait soutenir les investissements pour rendre les prix plus attractifs », a déclaré Blume.

« Ça vaut le coup. Je ne connais aucune autre possibilité de décarboner les voitures à moteur à combustion. » Le directeur financier de Porsche, Lutz Meschke, a souligné l'importance des carburants synthétiques et de l'électrification lors de la conférence de presse annuelle de la marque.

Il a noté que Porsche prévoit toujours que plus de 80% de ses ventes de voitures neuves soient constituées de VE d'ici 2030. Cela commencera avec le Macan EV qui sera suivi des 718 EV puis du Cayenne tout électrique.

Il a également confirmé des informations selon lesquelles Porsche développe un nouveau SUV électrique qui viendra se placer au-dessus du Cayenne.

MAIS PAS UNIQUEMENT

Alors que Porsche prévoit que les véhicules électriques constitueront la majorité de ses ventes à l'avenir, il n'est pas disposé à laisser mourir le moteur à combustion interne.

ZEEKR confirme une nouvelle berline pour l'Europe pour 2024

La marque chinoise Zeekr annonce l'arrivée, pour fin 2023, d'une berline de luxe 100 % électrique sur le marché européen.

Geely est un groupe tentaculaire, possédant de nombreuses marques et partageant ses plateformes avec des marques historiques.

Zeekr, une de ses marques de luxe, au côté de la nouvelle marque Galaxy, annonce l'arrivée d'une berline qui sera lancée en Europe dès cet hiver.

La marque chinoise lancera un nouveau modèle tous les six mois dans le cadre d'un plan d'expansion qui vise 650 000

ventes par an d'ici 2025, a déclaré mardi le PDG An Conghui aux journalistes et analystes lors de la présentation des résultats.

L'expansion en Europe d'ici la fin de 2023, et aux États-Unis en 2024, aidera le constructeur à se développer, a déclaré An. « Zeekr est un produit bien établi en Chine mais qui va se développer rapidement sur les marchés internationaux, ce qui est notre objectif initial », a-t-il ajouté.

L'an passé, 71 941 exemplaires du break Zeekr 001 ont été vendus en Chine. « D'ici 2025, nous aurons huit modèles pour

atteindre 650 000 unités. Nous pensons que cela est réalisable ».

Zeekr vend actuellement les 001 et 009 sur le marché chinois, et les livraisons du nouveau SUV compact Zeekr X, récemment présenté, débiteront au troisième trimestre. La nouvelle berline, nom de code CS1E (pour « berline compacte électrique de première génération »), devrait être plus longue que la X et visiblement à concurrencer la Tesla Model 3.

Si ce n'est cette berline, qui viendra bien sur le vieux continent, les 001 et X de-

vraient également poser leurs roues sur quelques marchés européens.

La 001 devait initialement être un nouveau modèle pour Lynk&Co, qui a récemment dévoilé la 08, mais Geely a décidé que le modèle était suffisamment haut de gamme pour créer une nouvelle marque pour son lancement en 2021. La berline Zeekr utilisera la plateforme SEA de Geely, qui sous-tend plusieurs autres véhicules électriques chez Smart telle la #1 ou Polestar par exemple avec sa nouvelle 2 BST 230, Lotus etc.

Accostage d'un navire à son bord 64 touristes étrangers

Un navire de croisière à son bord 64 touristes étrangers a accosté jeudi au port d'Oran pour effectuer une visite dans la capitale de l'Ouest algérien, a annoncé la Direction du tourisme et de l'artisanat.

Ces touristes venus à Oran à bord du navire croisière « SH Diana » effectueront une visite aux sites touristiques, culturels, religieux et historiques de la wilaya d'Oran, selon la même source.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA
L'A SOULIGNÉ

«L'Algérie mène aujourd'hui, le combat du changement escompté»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé jeudi que l'Algérie "mène, aujourd'hui, le combat du changement" et qu'elle "ne permettra jamais le retour de ces aventuriers qui ont failli mener le pays vers le précipice et causer l'effondrement de l'Etat national", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"L'Algérie mène aujourd'hui, sous la conduite de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le combat du changement escompté, à travers la conjugaison des efforts de toutes les Algériennes et de tous les Algériens, et les volontés nationales, pour la concrétisation des espoirs des Chouhada et pour édifier un Etat fort par sa jeunesse qui demeure la véritable richesse de la Nation et sa locomotive pour atteindre les aspirations du peuple au bien-être et au progrès", a-t-il souligné dans une allocution prononcée lors d'une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement des Forces de Défense aérienne du Territoire. Il a soutenu, à l'occasion, que "tous ces efforts et démarches consentis par des hommes valeureux et dévoués n'ont d'autre objectif que de raffermir l'unité nationale, combattre les facteurs de division et mettre en échec les tentatives désespérées qui visent la sécurité et la stabilité de la nation, ainsi que l'unité du peuple algérien".

"Ces vaines tentatives se sont manifestées dernièrement par le retour des activités de certains intégristes connus pour leur discours religieux extrémiste, qui rappelle les années 90 du dernier siècle", a-t-il ajouté dans cette allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à travers l'ensemble des unités de ce Commandement.

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP qui était en visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces de Défense aérienne du Territoire, a souligné que l'Etat algérien "ne permettra jamais le retour de ces aventuriers qui ont failli mener le pays vers le précipice et causer l'effondrement de l'Etat national".

Synthèse R N

CNUCED

Huit pays africains sont surendettés et 13 autres présentent un risque élevé

Croulant déjà sous le poids de la dette, plusieurs pays africains sont appelés à rembourser durant les années à venir des euro-obligations émises au cours de la décennie précédente. Ces remboursements devraient atteindre leur plus haut niveau en 2024 et rester élevés sur la prochaine décennie.

Sur les 38 pays couverts par le cadre conjoint de viabilité de la dette des pays à faible revenu (CVD PFR) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, 8 pays africains sont déjà en situation de surendettement et 13 autres présentent un risque élevé de surendettement. L'info émane d'un rapport publié le 12 avril par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

Intitulé « Trade and Development Report Update », il se base sur une analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu arrêtée au 28 février 2023.

Les 8 pays en situation de surendettement sont la République du Congo, le Malawi, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe.

Les 13 pays présentant un risque élevé de surendettement sont le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, la Sierra Leone et le Soudan du Sud.

Le rapport souligne également que de nombreux pays africains s'approchent actuellement d'un « mur d'échéances », car la plupart euro-obligations émises au cours de la décennie précédente

arriveront à échéance au cours des prochaines années. Les remboursements devraient atteindre leur plus haut niveau en 2024 et rester élevés durant la prochaine décennie, à l'heure même où la plupart des pays du continent ne sont pas en mesure de faire appel aux marchés internationaux pour refinancer leurs dettes.

La CNUCED estime d'autre part que l'Afrique devrait connaître une croissance moyenne de 2,5% en 2023, un taux en baisse par rapport à celui de 2022 et qui demeure insuffisant pour y réduire les niveaux de pauvreté. Ce ralentissement prévu de la croissance économique découlera essentiellement de l'affaiblissement de la demande extérieure et du resserrement des conditions financières.

PÉTROLE

Les bénéfices de SLB bondissent au premier trimestre

Le géant des services pétroliers SLB (ex-Schlumberger) a vu son bénéfice net bondir de 83% au premier trimestre 2023, et affiche son optimisme, soutenu par les prix élevés du pétrole et les ambitions renouvelées des majors du secteur, selon ses résultats publiés vendredi. La multinationale française basée à Houston, qui

construit des puits et commercialise des équipements et systèmes de production pour les champs pétroliers et les plates-formes offshore, a engrangé sur ces trois premiers mois 934 millions de dollars de bénéfice, soit +83% par rapport à la même période l'an dernier.

Son chiffre d'affaires s'élève à 7,7

milliards de dollars, en hausse de 30% sur un an, sa plus forte hausse trimestrielle d'activité relevée depuis dix ans. « Toutes les divisions ont crû, que ce soit en Amérique du Nord ou sur les marchés internationaux », a souligné le directeur général Olivier Le Peuch, « très heureux de ce début d'année ».

RISQUES CLIMATIQUES

La BCE pointe le manque de transparence des banques

Les banques ne délivrent toujours pas suffisamment d'informations sur les risques climatiques auxquels elles font face, a conclu vendredi une nouvelle évaluation de la Banque centrale européenne (BCE), qui s'apprête à resserrer ses exigences. « Bien qu'au cours de l'année écoulée, les banques aient augmenté le nombre d'informations qu'elles publient, la qualité de ces informations est encore trop faible pour répondre aux normes de surveillance à venir », prévient la BCE dans un communiqué. La BCE a réalisé cette évaluation des progrès réalisés par les banques européennes pour la troisième année d'affilée. En 2020, elle avait publié un catalogue de recommandations aux banques pour prendre en compte les risques liés au climat. Face à la lenteur des progrès effectués depuis, elle avait fixé des délais spécifiques à

chaque établissement pour répondre à ces attentes au plus tard d'ici fin 2024.

Parmi ces exigences, les entreprises devaient évaluer complètement les risques climatiques et environnementaux de leurs activités. Résultat : seules 6% des banques divulguent des informations suffisantes dans les cinq catégories de l'évaluation. Par exemple, même si la moitié des banques fournissent désormais des informations sur la quantité d'émissions de carbone qu'elles financent, ces informations sont « incomplètes » dans la majorité des cas, déplore la BCE.

Les autorités de surveillance ont demandé aux banques de remédier à ces lacunes et de « renseigner la stratégie avec laquelle elles se préparent à se conformer aux futures normes » de l'autorité bancaire européenne.